

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire



santé, économie, travail

raz la marmite



M 02137 - 1345 - F: 2,00 €



2€

« Le perdreau acquiert de l'expérience en voyant plumer le poulet. »

ISSN 0026-9433

hebdo n° 1345

Proverbe sénégalais du 5 février au 11 février 2004

FOP 2520

Sommaire



- Sur **les fronts**, les nouvelles sont noires, par Hugues, page 4
 Derrière le voile, **la religion** instrumentalisée, par Fred, page 5
 Les capitalistes nous bouffent **la santé**, par A. Sulfide, page 6
L'autruche nous livre les produits de sa pêche, page 7
 Tous **complices** pour nous tondre, par Justhom, page 8
 La lutte sociale est d'actualité aux États-Unis, par F.D.D., page 9

Attenco, chronique d'une lutte exemplaire, par Bruno et Emanuelle, page 11

Petite leçon d'histoire du **gauchisme**, par Pierre Sommermeyer, page 14

Mises au **point**, de Pierre Thévanian & Sylvie Tissot, page 16

En direct et **en vrac**, par André Sulfide, page 17

La loi du marché: le **patriarcat**, par Sacha A., page 18

Démystification de la **Makhnovchina**, par André Bernard, page 19

Le **bolchévisme** vu par René Berthier, par Thierry, page 20

Retraite flambée, par Jimma, page 20

Le cirque des **mirages**, par Jean Robin, page 21

Broutchoux au théâtre, page 21

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

La **Toile** et **L'émancipation**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
 Commission paritaire n° 0906 1 80740
 Imprimerie EDRB (Paris)
 Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - EDRB
 Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
 droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (* DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20	○ 32	○ 27
6 mois 25 n ^{os}	○ 38	○ 61	○ 46
1 an 45 n ^{os}	○ 61	○ 99	○ 77
Abonnement de soutien	○ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
 ** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

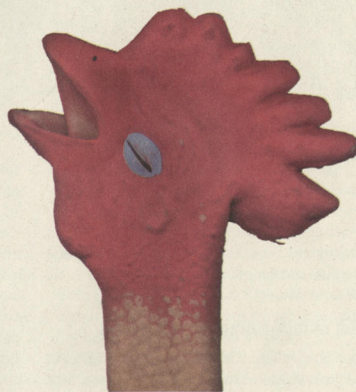
Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59



METTEZ un voile sur ce visage que je ne saurais voir ! Le vrai visage de la démocratie moderne nous apparaît en transparence à travers la trame de la tulle des discours politiques et des contes des organes de propagande que sont devenus les médias d'informations. Il y a plus d'un an que l'administration américaine et son complice et homologue anglais, sous prétexte que le gouvernement irakien constituait une menace de destruction du monde libre, ont envoyé leurs sbires piller l'Irak pour apporter au peuple irakien les bienfaits de la démocratie. Résultat, aujourd'hui les armes de destructions massives apparaissent telles qu'elles ont toujours été : un leurre pour gogos... Les Irakiens, en revanche, sont toujours gouvernés par leurs envahisseurs. Sur décision de l'administration américaine le droit de grève est banni, le droit de la famille n'est plus régi par le droit civil mais par le droit religieux, et le jour où le peuple pourra prendre en main ses propres affaires est sans cesse reculé. Les mollahs iraniens, eux, ont bien compris cette notion de démocratie mondiale où seuls ont leur mot à dire ceux qui détiennent un pouvoir politique, économique ou religieux. Ils peuvent se permettre de durcir leur dictature interne, du moment qu'ils affirment sur l'extérieur leur volonté de coopération avec les grandes puissances. À l'heure où nos dirigeants s'efforcent de construire l'Europe à vingt-cinq, malgré ses difficultés, afférentes à toute démocratie, pour la doter d'une constitution, Jacques le Grand lui n'a aucune difficulté à rejeter dans les poubelles de l'histoire ces infâmes dissidents de la plus grande démocratie populaire du monde. Cet empire du milieu qui a tant à apporter à nos pauvres capitalistes en difficulté, mérite d'être traité avec ménagements, et les droits de l'être humain peuvent bien être piétinés, après tout seule en souffre la Chine d'en bas, la piétaille. Ce faisant il fait d'une pierre deux coups en reniant l'existence de Taïwan, qui eut l'outrecuidance de demander des comptes sur les commissions versées par la France lors de ses ventes d'armes, dont les rétro-commissions ont servi à arroser les financeurs des campagnes électorales. Preuve que la France est une démocratie : la justice indépendante, malgré les pressions, menaces et autres procédés maffieux, a réussi à condamner le dirigeant du plus important parti politique, enfin presque, le dirigeant de l'époque des faits s'étant démocratiquement mis au-dessus de toute justice, et puis comme l'a dit Raffarin ceci n'est qu'une décision provisoire. La justice est aveugle, gageons que les amis du grand démocrate lui ouvriront les yeux.

Le capitalisme est grippé abattons-le !



Jean-Pierre Tertrais

Jean-Pierre Tertrais milite au groupe La Sociale, à Rennes

DEPUIS plusieurs semaines, l'épidémie de la grippe aviaire s'étend en Asie : Vietnam, Thaïlande, Corée du Sud, Hong-Kong, Taïwan, Japon, Chine. Face à sa progression particulièrement rapide, l'angoisse grandit, la psychose s'installe. La presse a globalement relaté les faits, esquissant courageusement l'analyse politique.

Au 29 janvier, plus d'une dizaine de personnes (surtout des enfants) avaient succombé. Après une période d'hésitation (il ne faut surtout pas affoler la population !), l'artillerie lourde est sortie : on fait appel à deux agences des Nations unies (l'OMS et la FAO), plus de vingt millions de volailles sont abattues, on désinfecte les élevages, des contrôles et des tests sont mis en place, on restreint la vente... En France, le poulet nous arrête ; en Asie, on arrête le poulet !

Retour en arrière

Avec un aplomb déconcertant, nos autorités nous annoncent un embargo européen au nom du principe de précaution. Pourquoi s'agit-il d'effronter ? D'abord parce que depuis 1959 (essor de l'élevage industriel), on a recensé une vingtaine d'épidémies importantes de la grippe aviaire dans différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie : il

s'agit donc d'une menace sanitaire de première importance pour l'espèce humaine. Ensuite, parce qu'une alerte sérieuse avait été lancée par des spécialistes du corps médical (voir *Science et Vie* de décembre 1998). Qu'on en juge plutôt.

En septembre 1998 (il y a quand même cinq ans !), se sont tenues les XII^e Rencontres européennes sur la grippe et sa prévention. Le rapport concluait de cette manière : « Avec ses 12 millions de porcs, ses 500 millions de poulets, ses 10 millions de canards - et ses 3 millions d'habitants - la Bretagne réunit toutes les conditions pour donner naissance à un nouveau virus grippal, qui pourrait être aussi dangereux que celui de la grippe « espagnole » qui, en 1918, fit plus de 20 millions de morts rien qu'en Europe. Cette épidémie pourrait venir de Grande-Bretagne, de Belgique, des Pays-Bas, du Danemark, d'Allemagne, d'Espagne ou de Chine ; cependant, la région armoricaine présente la particularité de rassembler des conditions d'élevage à un degré maximal sur un espace réduit (27 000 km²), ce qui en fait une niche écologique idéale pour l'émergence d'un tel virus. »

En théorie, les virus de la grippe sont spécifiques à chaque espèce ; en fait, **suite page 4**

suite de la page 3

l'observation enseigne que ces virus peuvent passer d'une espèce à l'autre et engendrer des virus hybrides. Cet hybride peut être très pathogène pour les populations humaines, car elles n'ont pas d'anticorps pour le neutraliser.

À la même époque, des chercheurs du Centre national d'études vétérinaires (CNEVA) à Ploufragan (Côtes d'Armor), chargés de surveiller les 8 000 élevages industriels de porcs et les 5 000 exploitations avicoles de Bretagne, ne rassuraient pas vraiment: « Si une pandémie survenait, que ferait-on? » « À vrai dire, pas grand-chose, car les problèmes qui se poseraient n'ont jamais été traités à l'échelon international », répondait le Pr Dubois. Pour sa part, S. van der Werf, chef de l'unité de génétique moléculaire des virus respiratoires à l'Institut Pasteur, en rajoutait une louche: « À partir du moment où l'on disposera de la souche virale, on ne pourra vacciner la population qu'au bout de trois mois, le temps de préparer le vaccin. » Pour conclure qu'en cas de pandémie, on risque donc d'assister à une pagaille indescriptible. De quoi donner la chair de poule!

Des comportements criminels

Bien que les conclusions de ce rapport n'aient pas été reprises par la grande presse, nos « élites » ne pouvaient ignorer le danger! C'est bien la recherche effrénée du profit qui est la cause des conditions d'élevage génératrices de ce désastre sanitaire. C'est bien pour produire le plus possible au moindre coût que sont défiées les lois de la biologie: le capitalisme ne peut intégrer que les principes de la mécanique, et donc réduire un être vivant à un « animal-machine » (dans l'attente impatiente des progrès de la génétique). En accusant récemment le Premier ministre de son pays de « dissimulation », pour avoir voulu protéger la très rentable industrie du poulet et le secteur du tourisme (on perd déjà des poulets: si, en plus, on perd des pigeons!), un sénateur thaïlandais ne s'y était d'ailleurs pas trompé.

Ainsi, pour ne pas nuire à des intérêts financiers gigantesques, pour ne pas compromettre l'approvisionnement des restaurateurs-poubelles à la MacDo, pour ne pas mettre en cause des politiques agricoles dont l'objectif est de surproduire délibérément, des gouvernements font prendre aux populations des risques considérables, tout en maniant avec le plus grand cynisme et l'hypocrisie la plus redoutable des concepts anesthésiants (principe de précaution, développement durable). Hormones, antibiotiques, vache folle, poulet à la dioxine. Combien de scandales faudra-t-il encore, combien de morts faudra-t-il pleurer avant qu'un sentiment de révolte envahisse les populations, avant que l'on prenne conscience que le « développement » imposé par le capitalisme constitue le plus grand crime contre l'humanité dont les auteurs resteront impunis?

J.-P. T.

Nouvelles des fronts

INTERNATIONALE: (pas la nôtre, celle de la collaboration de classe qui, il faut bien l'avouer à ce jour, fonctionne mieux que la glorieuse AIT). Le BIT (Bureau international du travail) confirme un nouveau record du monde du chômage en 2003 avec 185,5 millions de recordmen soit 6,2 % de la population mondiale. Ceci selon le mode de comptage et les critères très politiquement libéraux du BIT, il convient donc de multiplier ce chiffre record par 2, voire 3, voire davantage encore. Les jeunes entre 15 et 24 ans sont ceux qui participent le plus à cette performance collective. Qu'ils en soient félicités!

Géographiquement parlant, le chômage toucherait, toujours selon les mêmes indicateurs douteux, 6,8 % des actifs des pays industrialisés, 8 % en Amérique dite latine, 9,2 % des pays de l'ex-bloc « soviétique », 10,9 % en Afrique subsaharienne. On le constate, malgré ce nouveau record avoué, ces chiffres sont largement sous-évalués.

Il suffit pour s'en convaincre de les comparer simplement avec les chiffres hexagonaux que l'on sait déjà très optimistes et qui dissimulent souvent une réalité du chômage beaucoup plus importante. Les radiés de l'ANPE peuvent en témoigner. D'autant que, revenons pour cela dans la douce France, cher pays de mon aïeule (citation du Baron), ces

quantifications excluent ce qu'on appelle aujourd'hui les working poor ou, en patois local, les travailleurs pauvres. Ces derniers et plus souvent encore ces dernières, selon les chiffres les plus récents repris par les plus éminents spécialistes, seraient en permanente croissance depuis dix ans. Ainsi, M. Maruani, dans un article récent¹, affirme que « depuis le début des années 80, les bas salaires sont en pleine expansion: ils concernaient 11,4 % des salariés.e.s en 1983, 15,7 % en 1990, 16,6 % en 2001. Quant aux très bas salaires (73 % du SMIC), leur croissance a été encore plus rapide: ils représentaient 5 % de l'ensemble des salariés.e.s en 1983, contre 9 % en 2001 ». Qu'à ajouter à ces chiffres qui parlent d'eux-mêmes? Peut-être simplement que la France d'en haut se porte de mieux en mieux, mais nous le savions déjà depuis longtemps, 1981, peut-être? Toutefois, et c'est sans doute la meilleure leçon à en tirer, de tels chiffres devraient donner à réfléchir à ceux et celles qui croient encore au sens de l'Histoire et à la fable du progrès continu des sociétés.

Hugues

groupe Pierre Besnard

1. Voir *Problème économique*, n° 2833, novembre 2003

La galette et la couronne

« **CE JUGEMENT** dépasse de très loin les réquisitions du parquet, dont le représentant à l'audience, René Grouman, a été promu et décoré de l'ordre du Mérite depuis le procès. » Il s'agit du procès Juppé, et ce n'est pas moi qui le dis, c'est le *Parisien*, dans son édition du 31 janvier. Et toute la presse de souligner à l'envi la sévérité de la sentence. Et chacun de citer: « Attendu [...] qu'agissant ainsi, il a trompé la confiance du peuple souverain. » Et tous de se réjouir, plus ou moins discrètement, de ce que justice ait été faite — même si le Boss est toujours en cavale.

Moi, quand je vois autant de gens « bien » se congratuler, je trouve toujours ça suspect. Alors, sans boudier ma joie tout de même, j'ai un peu mieux lu les articles. Ça m'a pris du temps, mais j'ai trouvé le loup: « La nature des faits commis est insupportable au corps social comme contraire à la volonté générale exprimée par la loi. » Cette fois, ce n'est plus le *Parisien*, mais les magistrats. Et c'est moi qui souligne.

Les juges sont là pour dire le droit. Que ce droit soit juste ou pas, moral ou pas, ce qui compte c'est qu'il soit respecté. Le jugement est sévère contre Juppé-prévaricateur. Il tresse

des couronnes à Juppé-législateur. Parce que la loi, c'est précisément lui et ses petits copains députés de tous bords qui la font.

Le pillage méthodique du bien public, dont tous se sont rendus coupables, ils l'ont reconnu et absous en se votant une loi d'amnistie. N'était-ce pas, du vol jusqu'au pardon, leur initiative particulière, et leur intérêt particulier? La loi qui oblige chacun de nous à contribuer à leur bien-être de parasites, par le financement des partis politiques, est-elle le fruit d'un élan de passion populaire? Le texte obscur de procédure qui fera casser le verdict, ce sera aussi la volonté générale, faut croire.

Bref, ce qui fait tant plaisir à tout ce beau monde, ce n'est pas que la turpitude de politiciens soit sanctionnée, mais bien que les règles de la République soient affirmées. Que le bras vengeur de la Justice s'abatte sur celui qui a fauté. Tout ce cinéma fait autour d'authentiques crapules encense et sanctifie le système qui les a fait naître, et qui en généralera d'autres. Les abstentionnistes, eux, n'ont pas élu Chirac, et j'en suis assez fier.

Moïse Cailloux

Religions et État

une alliance objective



Sorcière, Clovis Trouille.

« **ON NE PEUT** pas se contenter de construire des terrains de football. Il nous faut aussi prendre en compte la dimension spirituelle de l'être humain. » Qui parle? Un prêtre, un imam, un rabbin? Non, ces propos sont ceux d'un ministre de la République dite laïque, et pas n'importe quel ministre, puisqu'il s'agit de Sarkozy. Ainsi, place Beauvau, on s'intéresserait de près à la « dimension spirituelle » des citoyennes et des citoyens? Ça peut sembler curieux, c'est en fait logique. Quand on vise au contrôle d'une population, il n'y a pas de plus rentables et plus efficaces alliées que les religions constituées. Des siècles d'Histoire nous le prouvent.

Il y a un peu plus d'un an fut créé le Conseil français du culte musulman (CFCM). L'objectif déclaré était de doter l'islam, seconde religion de France, d'un organe représentatif. On peut se demander pourquoi la République, qui jusqu'à présent méprisait souverainement les musulmans, a soudain éprouvé le besoin de se doter d'interlocuteurs. C'est que la République, en la personne du ministre des Cultes et de l'Intérieur réunis, avait sa petite idée sur la manière d'organiser, et donc d'instrumentaliser l'islam. Certains, méfiants, ont eu beau répéter que c'est tout de même bizarre: maintenant, la droite s'intéresse aux Arabes? Les musulmans

L'union départementale 92 est constituée d'anarchistes dont le but est de propager les idées libertaires et de militer à travers le département des Hauts-de-Seine. Vous pouvez nous contacter par e-mail à federationanarchiste92@yahoo.fr, ou nous écrire au 145, rue Amelot, 75011 Paris

de France ont voté (pas tous), ils ont maintenant leurs « instances », le vrai travail va enfin pouvoir commencer. Certes, malgré un scrutin à la mode africaine (deux mois avant le vote, on savait que le recteur de la mosquée de Paris serait le président du CFCM), l'Union des organisations islamistes de France (UOIF, fondamentalistes) s'est retrouvée en position avantageuse et, grâce à Sarkozy, a désormais pignon sur rue. Si ça gêne un peu son plaisir, ça n'empêchera pas le petit Nicolas de poursuivre son programme: imams français, formés en France, avec les deniers publics. Construction de mosquées, où ça? Dans les banlieues bien entendu... Mise en place rapide d'un clergé musulman et d'un réseau de lieux soumis à l'aide de l'État, et dont celui-ci attend en retour qu'il ramène la paix sociale dans les quartiers. Le deal est simple, limpide, du moins en apparence. On ferme les centres sociaux, on coupe les subventions aux associations locales; on renvoie les éducateurs, en même temps on stigmatise ceux qui, dans les quartiers, tentent encore de mener un combat politique. Du boulot? Et puis quoi encore! C'est terminé, y'a plus de boulot, vous n'aurez plus le droit de bosser, plus le droit de vous déplacer, plus le droit de vous loger, vous vêtir, vous nourrir correctement, mais vous aurez le droit de porter la barbe ou le voile, et celui de prier. Les terrains de foot sont là, mais on n'a plus l'argent pour acheter les ballons: allez, les gosses, à la mosquée...

On ne peut reprocher à Sarkozy, ministre de l'Intérieur d'un gouvernement de droite pure, de vouloir contrôler ces nouvelles « classes dangereuses » émanant des cités. Après tout, ce nuisible est là dans son rôle. Qu'il ait parfaitement compris le parti qu'il pouvait tirer d'un outil comme la religion, cela n'est pas étonnant non plus. Enfin, n'oublions pas qu'il appartient à une famille politique qui n'a jamais vraiment digéré la séparation de l'Église et de l'État, qui nous parle « d'intégrisme

laïque », qui tente pareillement de réhabiliter le travail (y'en a plus, qu'on vous a dit!) où se prend à rêver d'une revanche allant jusqu'au retour des blouses grises et du tableau noir, en attendant celui du crucifix au mur.

Le voile, pour aussi détestable qu'il soit en terme d'aliénation de la femme, est un bout de tissu qui cache, tant bien que mal, un retour plus insidieux du religieux sous toutes ses formes. Tout en s'en défendant, Sarkozy et ses copains sont en train de poser les bases d'un communautarisme dont personne ne veut, sauf eux, car il les sert, et leurs alliés objectifs, les religieux de tous bords. Maintenant que les gamins ont quitté les cages d'escalier, on exige d'eux qu'ils se rallient à la foi de leurs parents, sous le contrôle made in France...

Quant à celles et ceux qui se foutent du Coran comme d'une Bible, rejettent toute croyance en Dieu, ce qui les attend c'est l'opprobre. Il est donc urgent que les athées passent à la contre-offensive, occupent le terrain des idées, répètent partout que l'être humain ne peut être réellement libre qu'une fois débarrassé de Dieu (compris, Sarkozy?), qu'ils réinvestissent, concrètement, les espaces occupés aujourd'hui par les religieux de toute confession.

C'est ça, ou laisser la voie grande ouverte au projet sarkozien d'instrumentalisation de l'islam. C'est ça, ou laisser Jean-Paul II dicter le préambule de la future Constitution européenne. C'est ça, ou les gamins vont continuer de se coltiner en classe l'enseignement des religions, sans que jamais ne soit fait mention de la possibilité de ne pas croire en Dieu. C'est ça, ou dans cinq ans vous serez un paria dans votre propre quartier si vous ne vous rendez (se rendre est d'ailleurs le mot juste) ni à la synagogue, ni à l'église, ni à la mosquée. Il est donc grand temps d'agir.

Fred

Groupe Louise-Michel, UD 92

la santé combien de dividendes ?

André Sulfide

LES MERCENAIRES de la finance et les états-majors de l'industrie pharmaceutique ne se posent plus la question. Quand les butins se chiffrent en milliards de dollars, on ne discute plus. On tape. Ainsi le choc des titans. À ma droite, Sanofi-Synthelabo, ex-filiale du groupe Elf-Aquitaine, qui à force d'absorptions et avec la bénédiction de ses deux principaux actionnaires (Total et L'Oréal), est entré dans le peloton de tête de l'industrie pharmaceutique. À ma gauche, Aventis, né du rapprochement des activités d'Hoechst (Allemagne) et de Rhône-Poulenc dans le domaine des sciences de la vie. Numéro un français, et cinquième leader mondial. Le premier a récemment lancé contre le second une offre hostile, doux euphémisme signifiant, plus prosaïquement, que Sanofi-Synthelabo ouvre grande sa gueule pour manger Aventis tout cru.

Les observateurs n'auront pas attendu cette OPE-OPA pour comprendre que dans le domaine de la santé, tout se décline au financier. Aujourd'hui, l'action des laboratoires n'aura jamais qu'une signification : celle traduite par l'évolution des marchés boursiers. Ici, on parle de R & D, les fameux départements Recherche et Développement des laboratoires chargés de découvrir les molécules qui seront à la base des nouveaux médicaments mis sur le marché. La protection des capitaux passant avant toute chose, y compris la vie, ces nouvelles molécules seront d'abord sévèrement brevetées, histoire de faire tinter, pour vingt ans minimum, le tiroir-caisse de son heureux propriétaire. Et garantir à la société détentrice de la molécule un portefeuille de blockbusters, ces médicaments qui rapportent au minimum un milliard de dollars par an de chiffre d'affaires.

Mais voilà. C'est que ces messieurs des grands groupes pharmaceutiques, trop absorbés par de lourdes et coûteuses restructurations successives, n'ont pas vu le temps passer. Et un bon paquet de leurs chers brevets va tout simplement tomber dans le domaine public et s'offrir, horreur ! aux génériques, ces bradeurs de médicaments. Même en cas de fusion entre Sanofi et Aventis, la méga-société qui en résulterait n'est pas certaine de remplir à fond ses pipelines, autre terme savant pour désigner le circuit des molécules depuis leur découverte

jusqu'à l'autorisation de mise sur le marché.

Et inutile d'attendre de l'état qu'il mette la main au portefeuille et injecte assez de flouze pour doper la R & D. Malgré une volonté affichée, au plus fort des élections, de consacrer 3 % du produit intérieur brut à la recherche scientifique, le gouvernement élu confirme la baisse drastique des crédits de paiement, des budgets et du taux de recrutement des chercheurs, provoquant une large vague de protestation dans le milieu scientifique. Ce dernier sait désormais que les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Sale temps pour l'industrie pharmaceutique ? Il y a toujours moyen de se refaire. En recourant notamment aux nombreuses start-up qui n'ont pas attendu la débandade pour s'engouffrer dans le trou béant de la R & D. Ainsi donc, ces petites unités de recherche se spécialisent chacune dans un projet précis, et se laissent d'ailleurs outrageusement courtiser par les grandes firmes. L'une d'elles, par exemple, a signé un contrat de plus de 40 millions de dollars pour obtenir l'identification de certaines protéines. Mais là encore - et logique commerciale oblige - les start-up, confrontées à d'importantes dépenses liées à la recherche fondamentale, tâchent à leur tour de séduire les investisseurs en subordonnant leurs recherches à des critères de stricte rentabilité. En ciblant, le cas échéant, la clientèle occidentale à fort pouvoir d'achat ou du moins solvable, à travers le traitement de l'obésité ou du sevrage tabagique par exemple.

Pendant que les spécialistes de la finance spéculent sur l'opération menée par Sanofi contre Aventis, pendant que les centrales syndicales protestent mollement contre les licenciements qu'une telle restructuration ne manquera pas de provoquer (tout en se réjouissant que le super-groupe en devenir restera européen, largement français et compétitif par rapport à ses concurrents américains ou asiatiques), les inégalités sociales et sanitaires se creusent. En France, le projet gouvernemental consiste à baisser le niveau de remboursement des médicaments et à concentrer l'assurance maladie obligatoire sur toutes les maladies « graves » (graves comment ?). Un seul salut : l'assurance volontaire complémentaire pour ceux qui en auront les moyens. Réjouissons-nous : au



Quand l'autruche éternue...

Il a sonné, le réveil

« L'heure du réveil a sonné ! » Jack Lang.

C'est déjà 2004 ? Merde alors, faut se lever... Au PS on secoue la couette et on aère la chambre : ça pue le renfermé.

Jacques « Attali » Vabre, première

« Si nous pouvions regarder le monde comme une petite boule, nous pourrions y voir des gens qui s'agitent et qui ont besoin de se retrouver autour d'un café. » J. Attali, écriviste.

Grand-mère, elle est d'accord, elle try to remember when life as so tender... Attali : la pensée Jacques Vabre, spécial filtre.

Le révolté

« Tout me choque en réalité, tout. » Copé, UMP.

Ma fille écoute Zebda, mon fils a quitté le séminaire et pris sa carte à l'UDF. Hier, ma femme a explosé une jante de son 4x4 avenue Montaigne, et le même jour la bonne m'annonce qu'elle se taille à Bombay pour le forum social... Société, je te hais !

Bornage

« Si nous parvenons à un accord quelconque avec les Palestiniens et que nous tombons d'accord pour déplacer la clôture, nous le ferons. » Sylvan Shalom, ministre israélien des Affaires étrangères.

Ah, les problèmes de voisinage... Une banale histoire de clôture peut vous pourrir la vie ! Surtout quand la clôture, elle arrête pas de bouger depuis 1948. Et qu'on est du mauvais côté.

Jacques « Attali » Vabre, seconde

« Les bonnes idées finissent toujours par dépasser le cadre de la machine à café. »

On serait tenté de demander à celui qui, naguère, fut un des phares de la pensée mitterrandienne, de préciser ce qu'il entend par « dépasser le cadre de la machine à café ». Mais on a trop peur que la réponse ne dépasse pas le cadre du moulin à café, modèle Peugeot 1916.

Physique de mammoth

« Nous vivons désormais au quotidien l'indéterminisme de l'infiniment petit. »

Allègre, pas celui de Toulouse, l'autre.

Et de justifier ainsi les pannes des appareils domestiques, ordinateurs, frigos, lave-linge : c'est plein de trucs tout petits, et qu'arrivent pas à se décider entre je fais mon boulot ou alors je fais chier je tombe en panne, voilà. L'infiniment gros Claude n'a cependant pas poussé sa démonstration jusqu'au monde, réel, du travail. Ça l'aurait obligé à justifier les grèves des infirmiers travailleurs, dont l'indéterminisme est, pour lui, bien évidemment, absolument intolérable.

Jacques « Attali » Vabre nous gonfle

« Après tout, on n'a jamais vu un syndicat faire la grève pour prendre le contrôle de la machine à café. »

Bon, si on lui achète une cafetière après il fera sa gueule ? On en prend une solide, d'accord ? Des fois qu'il se taise pas et qu'on soit obligé de le cogner avec.

Un message de notre Bien-Aimé Administrateur

« Chers lecteurs et lectrices, Frédo Ladrissse nous quitte un mois pour partir chasser le sanglier et le sympathisant FN dans les Ardennes, jolie région. Conscient du traumatisme que pourrait causer chez certain.e.s l'absence momentanée de sa rubrique, j'ai demandé à son auteur de leur réserver ses plus beaux trophées. Envoyez, sur papier libre, votre nom, votre adresse, suivi de : « Oui, je veux une tête de... (à votre choix) », et je m'engage personnellement à vous la faire parvenir. Parole d'administrateur ». J'en profite pour signaler à celles et ceux qui aiment à rire (ah ah) qu'en attendant mon retour ils et elles peuvent lire l'article paru dans Politis, celui où tu expliques qu'avec la nouvelle formule du Monde libertaire il s'agissait de hisser la qualité de la forme au niveau de celle du fond. Hisser vers le fond, ah ah... Quel déconneur, cet administrateur...

Frédo Ladrissse

(Sources : l'Express, France 3, France info, Libération, Politis)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

suite de la page 6

moins, dans nos pays du Nord, il nous restera la nostalgie d'un certain système de protection sociale basé sur la solidarité. Au Sud, il n'y a même pas l'espoir. D'après une étude de l'Organisation Mondiale de la Santé, 43 % des décès dans les pays dits « en développement » sont provoqués par les maladies infectieuses. Bien davantage que les guerres et les catastrophes naturelles. Si les miséreux n'ont guère participé à notre mouvement de panique suscité par la pneumopathie atypique (916 décès entre novembre 2002 et juin 2003) ou la nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt-Jacob (140 personnes touchées en Europe et en Amérique du Nord de 1996 à 2002), c'est sans doute parce que, chez eux, ils n'ont que l'embarras du choix : infections respiratoires (3,9 millions de décès par an), sida (2,9 millions), maladies diarrhéiques (1,9 million), tuberculose (1,6 million, et très en vogue dans l'ex-empire soviétique), paludisme (1,1 million), rougeole, coqueluche, maladie du sommeil... Et parmi ceux qui échappent à la mort, innombrables sont les victimes de séquelles graves (problèmes de croissance, de retard mental, cécité...). Les pays les plus touchés ont vu leur espérance de vie chuter de moitié, pour tomber autour de trente ans. Vingt-six ans pour les enfants de Sierra Leone nés en 1999... Alors que les traitements existent.

Ceux qui imaginent une organisation scientifique fondée sur l'entraide, la coopération, le partage, l'effort commun, l'émulation, ceux-là peuvent toujours rêver. La réalité, c'est une logique marchande qui met au pas TOUS les domaines de l'activité humaine. Et qui rançonne, progressivement, les besoins les plus élémentaires. Malheur aux pauvres ! Les populations non solvables continueront de crever sans faire l'objet du moindre effort de la part de l'industrie pharmaceutique. Dame ! C'est qu'en période de fusions et de restructurations, les courbes de température importent moins que celles du Nasdaq. Elles crèvent aujourd'hui, elles crèveront demain, parquées dans les bidonvilles et soumises aux pires conditions de vie et d'hygiène. Chacun de ces effroyables composts humains produit chaque année les maladies qui ravageront encore davantage les rangs des misérables. Et chaque bouleversement écologique, provoqué par les appétits suicidaires du capitalisme, offre par répercussion de nouvelles perspectives aux virus, bactéries et autres parasites. Le libéralisme, lui, se porte à merveille.

Ceux qui proclament que le capitalisme peut revêtir un visage humain n'ont peut-être pas tort. Si le capitalisme est, précisément, la maladie qui gangrène nos sociétés modernes, il s'agit bien d'une espèce mutante. Qui restructure, se régénère et se renforce en permanence.

A.S.

ces gouapes qui nous gouvernent

LES CENTRALES syndicales (CGT, CFDT, CGC, FO, CFTC), les gouvernements, de gauche comme de droite, sont les complices, les suppôts du patronat (Medef). Ce sont les hommes de main du patronat: ils accomplissent les basses besognes, et font passer les mauvais coups contre les travailleurs. La machine est bien huilée; à chacun sa partition.

Pour le gouvernement, il s'agit de légiférer, de voter les lois antisociales qui réduisent les acquis sociaux à une véritable peau de chagrin. La liste des mauvais coups s'allonge: retraites, RMA, chômage, allocation spécifique de solidarité, aide personnalisée à l'autonomie, éducation, petite enfance, réforme des universités, fonds de pension, assurance-maladie, réduction de remboursement pour plus de 600 médicaments, casse des services publics, privatisation d'EDF, France Télécom, La Poste (diminution de personnel), déréglementation du Code du travail, les 35 heures (déjà cheval de Troie de la flexibilité et de l'annualisation du temps de travail) qui ont, en gonflant le nombre d'heures supplémentaires, aggravé les conditions de travail.

Il faut, à tout prix, refondre notre paysage social, et pour cela, ces Ostrogoths ne manquent pas d'air. Bref, si nous sommes dans la merde, demandeurs d'emploi, malades, etc., si nous mourons de la canicule, du froid, c'est de notre faute; nous ne faisons pas d'effort, nous attendons trop de l'État-providence.

Donc, il faut s'attaquer au mal « en culpabilisant la personne, c'est l'individu qui est seul responsable ». C'est une véritable récupération par les mots: les vrais responsables, les patrons, qui sont la cause des licenciements, des plans sociaux sont ainsi mis hors de cause. Les gouvernements qui cautionnent et qui vont plus loin en s'attaquant par les lois à la notion même de solidarité ne se sentent pas concernés.

Les syndicats pratiquent une collaboration de classe, car ils espèrent tous quelques miettes de cette soumission (gestion des fonds de pension, par le biais des CE). Ils se couchent, se rendent complices. Ils se vautrent dans la fange du paritarisme et, en son nom, ils sont responsables des mauvais coups portés aux travailleurs qu'ils sont censés défendre. Ils ont souvent fait des propositions antisociales: Mme Notat, en 1992 en qualité de présidente de l'UNEDIC, a mis en œuvre le dispositif de diminution de l'assurance-chômage, de 90 à 57 %.

Le déjà fumeux Chérèque avalise les mauvais coups portés au printemps dernier contre les retraites: rallonger la durée des cotisations, diminution des indemnités de retraite, diminution des avantages acquis pour le calcul des retraites, etc.

La CGT, incapable d'avoir une stratégie, n'a que le souci de donner des gages au patronat et coller à la CFDT pour se vautrer dans la participation économique et sociale, et abandonner la lutte de classes (dixit Thibault), et siéger à la Confédération européenne syndicale et en récolter les subsides.

Quant à FO, Blondel n'a pour but que de retrouver sa position dominante de gestionnaire avec le patronat, dans les différentes institutions sociales (Sécurité Sociale, Assedic) qui lui apportent des financements importants, ou des salaires payés par la mairie de Paris (merci Chirac).

Ces cinq organisations syndicales prétendent vouloir représenter les travailleurs au sein des organismes paritaires, alors qu'elles représentent, toutes ensemble, à peine 10 % des salariés. C'est un hold-up, une insulte aux travailleurs.

Diviser pour régner, flatter l'ego de ces messieurs, leur donner l'illusion du pouvoir, une présidence, et le tour est joué.

Tranquillement, ces voyous transforment l'État-providence en État-répressif (mise en place du RMA, de pressions contre les chômeurs, en culpabilisant les « fainéants », développant les emplois précaires).

De plus en plus, l'État se cantonne à ses fonctions régaliennes et laisse toute la place à l'entreprise citoyenne, l'entreprise providence avec les possibilités d'exploitation au maximum, en obligeant les travailleurs à se vendre pour des salaires de misère ne leur permettant pas de vivre décemment (loyer, instruction des enfants, soins, loisirs).

Ici intervient la famille-providence, la solidarité familiale, très encouragée: on ne peut pas laisser un membre de sa famille dans la mouise.

Tout est organisé pour culpabiliser l'individu, alors que les véritables responsables sont cachés derrière des discours vaporeux, lénifiants où ils sont présentés comme des sauveurs du système.

Mais quelle prétention! L'État et les partenaires dits sociaux s'emploient à casser les systèmes de solidarité, les emplois, à préciser, licencier les travailleurs pour mieux les prendre dans leurs rets. Une fois pris dans la nasse, aucun moyen de s'en sortir: « Vous êtes pris en charge » pour être mieux exploiter.

Mais, méfiez-vous de l'eau qui dort: le refus de participation au système n'est pas indifférence. Il s'abreuve de littérature contre toutes les oppressions, permet la réflexion émancipatrice et la préparation à la révolution, et les poings à vous envoyer dans la poire!

Justhom

anti-américanisme ou alter-américanisme ?

Francis Dupuis-Déri

dES ÉCRIVAINS de droite, comme Jean-François Revel, ont récemment tiré à boulets rouges contre l'« anti-américanisme » qui représente selon eux une menace contre la société de « droit », la liberté et l'égalité. L'antiaméricanisme est par ailleurs fort répandu au sein de la gauche, de l'extrême gauche, du mouvement altermondialiste et du mouvement anarchiste. Les États-Unis sont à juste titre accusés d'être impérialistes. L'Afghanistan et l'Irak, mais aussi McDonald's et les films hollywoodiens, sont autant de preuves de cet impérialisme. De plus, les Américains seraient bêtement nationalistes, profondément bigots, féroce-ment matérialistes et obnubilés par les grosses voitures, la bouffe industrielle et la culture préfabriquée, sans aucune considération pour les plus démunis chez eux ou ailleurs, ni pour l'impact désastreux qu'a leur mode de vie sur le système écologique. Ce portrait est juste et j'en sais quelque chose, puisque je suis moi-même né à Montréal, à une centaine de kilomètres de la frontière des États-Unis, et que j'effectue des recherches universitaires à Boston depuis environ trois ans. Mais à l'image des Américains qu'il dépeint, ce portrait a aussi le défaut de manquer de nuance...

J'ai croisé de très nombreux anarchistes « anti-américains » lors d'un séjour en France de mars à juillet 2003, dans le cadre des mobilisations contre le sommet du G8, pour qui ce portrait correspondait avec exactitude à la réalité des États-Unis. Ces anarchistes m'expliquaient l'air grave les raisons pour lesquelles ils se refuseraient de mettre les pieds aux États-Unis. Premièrement, la culture américaine n'est pas attirante et ils préfèrent visiter des coins du monde plus sympathiques (Moyen-Orient, Asie, etc.). Rien d'intéressant, donc, dans les grandes autoroutes, les complexes immenses de centre d'achat, les tavernes miteuses, les grosses voitures, les gratte-ciel pour compagnies multimilliardaires, etc. Voilà qui est légitime. Deuxièmement, et plus important encore, visiter les États-Unis serait un geste qui vient légitimer et renforcer cette puissance injuste et tyrannique. Entrer aux États-Unis comme touriste et y dépenser ses

euros, c'est favoriser – voire financer – un système militariste et impérialiste et une société raciste et violente.

Tout d'abord sensible à leurs critiques envers la plus grande puissance mondiale, je sentais pourtant un malaise... et j'en suis venu à soulever trois objections contre cette volonté de boycott. J'ai rappelé premièrement que la France de 2003-2004, présidée par Jacques Chirac, gouvernée par Jean-Pierre Raffarin et policée par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, était elle aussi impérialiste et militariste (interventions de soldats français en Afrique, dont en Côte-d'Ivoire), et violente et raciste (c'est tout de même en France que le Front national a raflé 20 % des suffrages aux élections présidentielles en 2002, et c'est Sarkozy qui a mis en place en moins d'un an des mesures dirigées directement contre les jeunes « Arabes » des banlieues, contre les prostituées « étrangères » et contre les « sans-papiers » qu'il expulse en masse et de façon brutale). Les anarchistes du Québec, d'Allemagne ou d'ailleurs devraient-ils donc éviter de venir en France pour ne pas financer – bien modestement – un système aussi injuste que l'est celui de la France? Deuxièmement, les anarchistes ne sont-ils pas dès lors pris dans une situation intenable, puisque tous les États sont autoritaires, hiérarchiques, répressifs et injustes? L'État des États-Unis est de loin le plus puissant, mais il n'y a là qu'une différence quantitative et non de qualité – de nature – avec l'État français, canadien, israélien, russe, pakistanais, etc. Enfin, et plus important encore, il y a aux États-Unis un incroyable réseau de militants anarchistes où les anarchistes français seraient très chaleureusement accueillis et où ils pourraient circuler en marge des structures officielles, sans avoir à manger chez McDonald's...

Des milliers d'anarchistes, ou d'écologistes, de féministes et de pacifistes antiautoritaires sont actifs aux États-Unis. Des organisations comme Earth First! Earth Liberation Front! Direct Action Network, Ruckus Society, Act Up! AK Press, la NEFAC et des personnalités comme Noam Chomsky et Murray Bookchin, participent à une vaste mouvance libertaire





issu de calendrier contestataire par Mike Flugjenock.



Quelques sites Internet à visiter pour mieux connaître l'anarchisme made in USA : <http://www.fifthestate.org> (un journal antiautoritaire né dans la turbulence des années 1960) ;

<http://www.akpress.org> (une maison d'édition anarchiste) ;

<http://www.ainfos.ca> et <http://www.infoshop.org> (deux sites Internet pour être informé des activités anarchistes) ;

<http://nefac.northernhacking.org> (le site de la fédération anarcho-communiste de l'Amérique du nord-est) ;

<http://www.indymedia.org/en/index.shtml> (du réseau Indymédia, fondé lors de la « bataille de Seattle », on tire beaucoup d'information sur le milieu antiautoritaire. Voir, par exemple, les centres Indymedia des villes de New York et San Francisco, particulièrement actifs).

américaine. Plusieurs militants des États-Unis ont des liens avec leurs voisins mexicains et canadiens, et ils tentent de tisser des liens avec les communautés défavorisées aux États-Unis, comme les Afro-Américains, les Latino-Américains et les Amérindiens. Ce réseau incarne mieux que les institutions officielles les principes politiques fondateurs des États-Unis : la liberté, l'égalité et la justice.

Au début du ^{xx}e siècle, deux militantes anarchistes très actives aux États-Unis soulignaient leur profond attachement à certaines valeurs américaines traditionnelles. Emma Goldman écrivait ainsi : « Je sens que les États-Unis sont "mon pays", dans le sens profond des valeurs spirituelles. Je ne parle pas, bien sûr, des États-Unis des membres du KKK, des censeurs moraux officiels ou non [...]. Pas de l'Amérique du Congrès, de l'ineptie respectable, des plus hauts gratte-ciel et des plus gros sacs à monnaie. Pas des États-Unis du petit provincialisme, du nationalisme étroit, du matérialisme vain et de l'exagération naïve. Il y a, heureusement, d'autres États-Unis [...]. C'est à cette Amérique que je suis fier d'appartenir. » Dans *Anarchisme et la tradition américaine*, l'anarchiste Voltarine de Cleyre établit un parallèle similaire entre les idées chères aux anarchistes et aux Américains, soulignant que les pratiques des pouvoirs officiels aux États-Unis (gouvernements et capitalistes) sont malheureusement en contradiction avec les principes fondateurs de ce pays. C'est aujourd'hui encore ce que déclare un intellectuel libertaire comme Noam Chomsky, qui analyse la pratique des entreprises militaires et les manœuvres économiques des pouvoirs officiels aux États-Unis et prouve qu'elles ne sont que l'incarnation destructrice d'une simple volonté de pouvoir, même si elles sont justifiées – de façon rhétorique – par des principes de liberté, d'égalité et de justice.

Les anarchistes anti-américains d'aujourd'hui font d'une certaine manière une erreur analogue à celle des gens de droite et des humanistes bon ton qui se réjouissent de constater que la plus puissante armée du monde est américaine. Anti et pro-américains confondent le gouvernement avec le pays des États-Unis. Les anarchistes sont anti-américains parce qu'ils ne voient au sommet des États-Unis que corruption, mensonge et volonté de puissance et réduisent la société américaine à l'État. De leur côté, les gens de droite et les humanistes pro-américains croient naïvement au discours officiel de l'État américain, riche de référence à la « liberté », à la « démocratie », au « droit » et à la « justice », et ils en viennent à croire que la politique étrangère et les guerres des « démocraties » sont plus légitimes et « humaines » que celles des régimes autoritaires.

Sur le territoire des États-Unis s'étend un Empire hétérogène, bigarré, éclaté. Que de différences entre les diverses méga-villes (New York, Los Angeles, Chicago, etc.), entre ces villes et les campagnes, entre l'Est et

l'Ouest, le Nord et le Sud, entre les pauvres et les riches, entre les Blancs, les Afro-Américains, les Latino-Américains, les Amérindiens, entre les ultrachrétiens et les juifs, les musulmans et les athées, les militants Black Blocs et les policiers, les millions de détenus et leurs gardiens de prison. Que de différences entre les partisans de la politique officielle des États-Unis et les dissidents, très nombreux, mais qui vivent des moments très difficiles, surtout depuis les attaques aériennes du 11 septembre 2001.

Aux États-Unis, les partisans du pouvoir officiel attaquent très durement ceux et celles qui critiquent le pouvoir. Comme à l'époque de la chasse aux sorcières communistes, dans les années 50, ceux et celles qui ne rentrent pas dans les rangs sont accusés publiquement d'« unamerican acts » (d'actes non américains), une expression qui en dit long sur la vision simpliste et homogénéisante qu'entretient beaucoup d'Américains à l'égard de leur propre pays. Cette expression évoque l'idée du « traître ». Paradoxalement, ce sont donc les Américains eux-mêmes qui sont les premiers anti-américains, les uns et les autres se critiquant en remettant en cause l'identité même de l'« autre ».

Aujourd'hui, en raison du traumatisme du 11 septembre 2001, quoiconque s'oppose aux dirigeants de la Maison Blanche est accusé de ne pas être américain. On ne se surprendra donc pas du calme relatif qui règne maintenant aux États-Unis, même si la « bataille de Seattle » en novembre 1999 et les grandes manifestations contre le Fonds monétaire international et la Banque mondiale à Washington D C en 2000 ont laissé entrevoir un mouvement contestataire fort et bien organisé, au sein duquel les anarchistes jouaient un rôle important.

Lors d'un débat au Sénat au sujet d'une proposition de soumettre les véhicules (in)utilitaires sport – les gros 4x4, qui représentent aujourd'hui environ 1/3 des véhicules personnels aux États-Unis – à des normes plus écologistes de consommation d'essence, le sénateur Trent Lott a déclaré qu'un tel règlement serait « unamerican ». Il n'y avait pourtant là rien de bien audacieux. Plus polémique avait été l'action d'un groupe autonome d'Earth Liberation Front ! une mouvance d'écologistes radicaux et antiautoritaires clandestins, qui avait fait brûler des dizaines de véhicules (in)utilitaires en mars 2001, à Eugene, en Oregon. Entre l'action directe de ces anarchistes et l'esprit qui règne au Sénat, le fossé est si large qu'il faut éviter de condamner les États-Unis comme s'il s'agissait d'un bloc homogène et monolithique. Par solidarité, les anarchistes à l'extérieur des États-Unis doivent se rappeler qu'au cœur même de l'Empire, luttent dans des conditions très difficiles des hommes et des femmes qui se réclament non pas de la bannière aux cinquante étoiles, mais du drapeau noir.

F. D. D.

El pueblo callado, jamás será escuchado

« Le peuple qui se tait, ne sera jamais écouté. » Un slogan cher aux paysans d'Atenco

Bruno & Emmanuelle



Invités par la CNT en France au mois d'avril 2003, deux représentants du Front de défense des « pueblos » et de la terre de San Salvador Atenco sont venus parler de la lutte qu'ils mènent depuis octobre 2001. Ce mouvement a commencé suite à un décret d'expropriation de leurs terres en vue de la construction d'un aéroport international. Deux ans après, nous sommes allés les rencontrer lors d'une période d'extrême tension.

Bruno et Emmanuelle militent au comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte et au groupe de la FA de Montreuil. Il et elle interviendront sur Radio libertaria le mardi 17 février, à 20h30 « Radio libertaria ».

LUNDI 1^{ER} DÉCEMBRE 2003. Deux hélicoptères de la police et de l'armée survolent la ville depuis le matin. Des coups de canon retentissent. Dehors, les gens sont tendus. Certains courent vers le centre ville, d'autres, l'air angoissé, échangent quelques paroles et des regards inquiets... Non, nous ne sommes pas dans un film policier ou dans un film de guerre, mais à San Salvador Atenco.

San Salvador Atenco est une ville située à 50 kilomètres de Mexico. Elle compte environ 40 000 habitants. Sa population, essentiellement paysanne, s'étend sur les 20 000 hectares de terre de la commune et se divise en six « pueblos ».

Une lutte radicale et déterminée

Jusqu'au mois d'octobre 2001, la majorité des habitants ne se souciaient guère des velléités gouvernementales et de la politique en général. Mais voilà, à cette date, des paysans aperçoivent des ingénieurs d'entreprises privées faisant des études topographiques sur leurs terres. Celles-ci sont essentiellement des propriétés communales et communautaires. N'obtenant aucune information de la part des ingénieurs, ils cherchent alors à comprendre et interrogent en vain les autorités municipales. Inquiets, ils font alors des recherches sur Internet, un outil qu'ils découvrent et qui leur sera d'une aide précieuse tout au long de la lutte.

À leur grande stupéfaction, ils apprennent que l'État de Mexico projette la construction d'un aéroport de fret international, qui aurait comme conséquence l'expropriation des 20 000 hectares de terres sur lesquelles ils vivent. En regardant les plans de plus près, ils découvrent, désespérés, que tout doit disparaître : ils ne voient plus ni leur maison, ni leur jardin... tous leurs lieux de vie voués à la destruction et ce dans le mépris le plus total des habitants et de leurs désirs. À tel point d'ailleurs, comme ils le découvriront un peu plus tard, que sur un guide touristique prévu pour 2002, l'aéroport avait déjà pris la place d'Atenco!

Très rapidement, après la stupeur et face à la violence extrême des projets gouvernementaux, les habitants et les habitantes se mobilisent. Le 8 octobre 2001, alors qu'il n'y a toujours pas d'annonce officielle, ils manifestent pour la première fois dans la ville avec leur outil de travail, la machette, qu'ils brandissent haut. Celle-ci deviendra un des symboles importants de leur lutte. En effet, comme certains nous le diront, leur outil de travail doit servir leur émancipation et non le contraire!

Le 22 octobre 2001, le décret d'expropriation est publié. La mobilisation va alors grandir et la population s'organise en donnant naissance au FPDT (Front des « pueblos » et

de la défense de la terre). Ce front regroupe des militants d'origine sociale et de tendance politique très diverses. On y trouve des paysans mais aussi des entrepreneurs et des travailleurs libéraux qui décident de tout sacrifier à la lutte. Une chose les a réunis dès le départ: leur terre. Comme nous l'avons dit plus haut la propriété est surtout communautaire et la plupart des habitants, même quand ils ont une activité salariée à côté, ont une parcelle. Soulignons aussi le caractère mixte de la lutte. Les femmes, autant que les hommes, ont su rapidement y trouver leur place.

Lorsque les membres du front apprennent que le maire, au courant du projet, avait signé des accords dans le dos de ses administrés ils font monter la pression. Une pression qui oblige celui-ci à fuir la ville et à ne plus jamais revenir. De manière symbolique, mais aussi pour éviter un vandalisme qui pourrait se retourner contre eux, ils décident alors de sceller les portes du palais municipal. Débarrassés du pouvoir officiel, les habitants et les habitantes s'organisent en assemblées générales dans chacun des « pueblos » et mettent en pratique la démocratie directe, une expérience qui ancrera la lutte dans la durée. Pendant près de dix mois, les manifestations vont se multiplier à San Salvador Atenco, à Toluca (capitale de l'État de Mexico) et à Mexico même.

La force du mouvement va résider tout d'abord dans sa radicalité et sa détermination, portées et alimentées par la forme très collective de la lutte. Pendant les dix mois qui suivent la publication du décret d'expropriation, le gouvernement fédéral et celui de la République du Mexique vont essayer de convaincre la population du caractère d'utilité publique de ce projet d'aéroport. Mais, conscients que pour le gouvernement, la seule utilité qui compte est de répondre aux exigences du plan Puebla-Panama (couloir entre l'État de Puebla et Panama qui prévoit des infrastructures industrielles et commerciales au service du voisin états-unien) qui ne tient pas compte d'eux, les membres du Front tiendront bon. Une première proposition d'indemnisation s'élevait à 7 pesos le mètre carré (soit environ 50 centimes d'euros)! Devant le refus légitime des habitants, les autorités proposeront dix fois plus, c'est que nos terres ont de la valeur. Elles ne sont donc pas à vendre. »² Jusqu'en juillet 2002, on ne compte plus le nombre de manifestations et d'affrontements avec l'armée, la police d'État et la police fédérale. Ceux-ci sont à l'image de la détermination des femmes et des hommes de San Salvador Atenco. À l'aide de leur machette³, qu'ils aiguisent sur le bitume⁴, montés sur leurs tracteurs ou leurs chevaux, ils font reculer les forces de l'ordre qui, régulièrement, cherchent à faire obstacle aux nombreuses marches qu'ils accomplissent.

Loin de s'abattre, leur détermination va

s'accroître avec la répression gouvernementale. Le 8 juillet 2002, lors d'une grande manifestation vers l'aéroport de Mexico, dix-neuf membres du front sont arrêtés et faits prisonniers. Atenco va alors connaître huit jours durant lesquels la tension sera à son comble. Pendant quatre jours (du 11 au 15 juillet 2002) ils bloquent tous les accès à la ville, élèvent des barricades, allument des feux sur les 20 000 hectares et, face à l'armée qui guette, hommes et femmes se relaient jour et nuit. Dans le même temps, d'autres se rendent au palais de justice de Texcoco (à environ cinq kilomètres de San Salvador Atenco) et prennent en otage le procureur adjoint, des assesseurs et un policier. Ils menacent de plus de faire exploser des camions-citernes transportant du pétrole si leurs prisonniers ne sont pas libérés. Les tractions vont durer quatre jours, à la fin desquels le gouvernement finira par céder. De son côté, le Front relâche immédiatement ses otages.

Dans la foulée, le 24 juillet 2002, des négociations s'ouvrent entre le gouvernement fédéral et le FPDT. Le 1^{er} août 2002, le président Vicente Fox (du parti libéral PAN⁵) annonce que la construction de l'aéroport n'est finalement peut-être pas une nécessité! Et, le 8 août 2002, c'est la victoire, le gouvernement de l'État de Mexico annonce officiellement la suspension du décret d'expropriation. Cette victoire sera entachée par la mort de leur compagnon José Enrique, qui a été sauvagement frappé lors de son incarcération.

Zapata vive, la lucha sigue!

Après la victoire, on aurait pu penser que le mouvement s'essoufferait. Il n'en a rien été. Sur le plan local, ils ont continué à fonctionner en assemblées en désignant des représentants pour se rendre notamment à des tables de négociations avec le gouvernement.

En juillet 2003, le gouvernement organise de nouvelles élections pour renouveler le mandat municipal. La population, rodée à l'absence de pouvoir, dorénavant synonyme de corruption, n'a eu qu'une réponse à cette provocation: la destruction des urnes. Depuis, plusieurs membres du Front sont inculpés pour entrave au bon déroulement des élections. Une deuxième tentative du gouvernement a de nouveau échoué au cours de l'été.

Cependant, le 12 octobre de la même année, les élections se sont finalement tenues. Le nouveau candidat du PRI⁷ a pu compter sur ses partisans et sur une faible participation pour être élu. Mais c'était compter sans la détermination toujours farouche des membres du Front et de celles et ceux qui les soutenaient, bien décidés à ne pas le laisser prendre ses fonctions.

Nous sommes arrivés là-bas le 29 novembre 2003, juste avant la date butoir, de l'entrée en fonction du nouveau maire, prévue par le gouvernement pour le 1^{er} décembre. Nous avons assisté à deux jours d'affrontements entre les membres du PRI et ceux du FPDT⁸.



Finally, le 1^{er} décembre en milieu de journée, des négociations se sont ouvertes entre une délégation du FDPT et le maire. Dans la soirée, un accord a été signé. Le maire s'est engagé, entre autres points, à une transparence totale concernant la gestion de la ville, à ne reprendre aucun des membres des deux anciennes équipes municipales, à faire disparaître le groupe parapoliciier « Vivo 5 » qui sévit dans la ville, à la construction d'un hôpital de spécialités liées aux paysans et à l'arrêt des poursuites judiciaires concernant les membres du FDPT suite à la destruction des urnes. Pour sa part, le Front s'est engagé à laisser le libre accès à la mairie.

Dans les jours qui ont suivi, la justice de l'État s'est prononcée contre l'arrêt des poursuites judiciaires, ne considérant pas la destruction des urnes comme un acte politique mais comme un acte de délinquance! Par ailleurs, le maire, qui s'était engagé à siéger à San Salvador Atenco, a été pris à partie par les partisans de son « pueblo » d'origine (Ixtapa), qui exigeaient la création d'une nouvelle commune. Comme dans le même temps il s'était aussi engagé à siéger à San Salvador auprès d'autres de ses partisans, la situation est aussi très conflictuelle au sein du parti.

L'entrée du maire a été un tournant dans la lutte que les habitants de San Salvador Atenco mènent depuis plus de deux ans. Certains ont quitté le mouvement, car ils ne souhaitaient pas négocier.

De plus, la plupart des militants ont repris leur travail. Toutefois, la mobilisation demeure. Avant notre départ du Mexique, à la fin du mois de décembre 2003, nous avons rejoint les compagnes et compagnons de San Salvador Atenco lors d'une réunion, qui laisse à penser que les forces vives ne semblent pas vouloir s'éteindre.

Une trentaine de personnes étaient présentes. Le débat porte sur la suite à donner au mouvement et à la forme d'organisation qu'il doit prendre pour rester efficace et éviter de se disperser. Les compagnes et compagnons présents semblaient s'accorder sur la nécessité de créer des commissions afin de se répartir les tâches. Des questions simples se posent comme la gestion du matériel qu'ils ont pu reprendre au gouvernement.

Par ailleurs, comme les zapatistes, ils ont compris qu'on ne construit pas un projet collectif de société uniquement en s'affrontant au gouvernement. La terre, l'éducation, la santé, la culture sont autant de domaines qu'ils ne veulent plus laisser aux mains du pouvoir, car ils savent mieux que quiconque ce qui est bon pour eux.

Au niveau national et international, les femmes et les hommes du FPDT ont saisi l'intérêt de s'ouvrir sur d'autres luttes menées au Mexique et ailleurs dans le monde. Ils ont bien compris que l'isolement c'est la mort. Ainsi ils se sont mis en lien avec les zapatistes de Chiapas et le CIPPO à Oaxaca. Ils se sont rendus au Honduras et au Guatemala pour



participer à des forums sur les luttes indigènes.

En mai 2003, deux représentants du Front sont venus en France, ils ont participé au VAAAG. Enfin, l'année dernière, ils ont manifesté pour soutenir la lutte des Boliviens contre les privatisations.

Les compagnes et les compagnons de San Salvador Atenco ont montré que le libéralisme n'est pas une fatalité, que « les grands » de ce monde, qui décident tout à notre place, peuvent se faire tout petits lorsque nous sommes tous et toutes uni.e.s et solidaires. Enfin les femmes de S.S. Atenco, qui ont été très présentes dans la lutte – certaines virilités en ont d'ailleurs pris un coup – reconnaissent pour certaines que cela leur a permis de s'émanciper.

B. & E.

La tradition populaire des grandes fresques est toujours vivante. Le mur laissé à la création des enfants d'Atenco traduit une évidente spontanéité. Photos pages 12 et 13 des auteurs de l'article. Photo page 11, source Indymédia.

1. La traduction littérale par village ou peuple serait inexacte. C'est une division qui correspondrait à des quartiers, chacun étant rattaché au pouvoir municipal de San Salvador Atenco.

2. Effectivement ces terres ont de la valeur. On y cultive entre autres du maïs, et la lutte a permis aux paysans de découvrir qu'ils pouvaient y cultiver de la spiruline (une sorte d'algue à forte valeur nutritive) en exploitant les lacs qui se trouvent sur leurs terres.

3. La machette, qu'ils désignent aussi comme leur titre de propriété.

4. Certains seront d'ailleurs poursuivis pour dégradation de la voie publique!

5. Parti d'action nationale. Parti libéral, dont est issu l'actuel président V. Fox, qui est aussi l'ancien PDG de Coca-Cola Mexique

6. De plus, tous les membres du Front ont un nombre impressionnant de mandats d'arrêt à leur encontre.

7. Parti révolutionnaire institutionnel. Parti issu de la révolution mexicaine, qui est resté soixante-dix ans au pouvoir de la République mexicaine.

8. En tant qu'étrangers, la constitution mexicaine nous interdit de participer à quelque événement politique que ce soit, sous peine d'être expulsés et de subir une interdiction de territoire pendant cinq ans, ce qui est arrivé peu de temps avant notre arrivée à deux Américains qui avaient manifesté avec eux. Nous sommes donc restés cachés dans la maison de l'un de nos compagnons du Front.

l'ultra-gauche, histoire et confusion

Pierre Sommermeyer

UVOICI le premier texte sur « l'ultra-gauche » publié depuis l'ouvrage « historique » de Richard Gombin paru en 1971. Ce livre arrive à point. Le siècle des révolutions vient de se terminer par la chute de ce qui incarna aux yeux du monde la « révolution réussie ». Il y a des enseignements à tirer de cette histoire. Ce livre nous donne la possibilité d'avoir accès à ce que pensèrent et firent des contemporains et acteurs de cette épopée. C'est dire que l'auteur a fait là œuvre utile.

Le gauchisme historique n'a rien à faire avec ceux que Mai 1968 qualifia de gauchistes. Il s'agissait alors de groupuscules qui s'inspiraient pour l'essentiel soit des thèses de Mao Tsé-Toung, soit de celles de Trotsky. En revanche, les « gauchistes historiques » sont ceux qui ont été dénoncés par Lénine en 1920 dans son libelle connu sous le nom de la *Maladie infantile du communisme* (le gauchisme).

Le leader bolchévique sous des arguments théoriques dénonçait ceux qui remettaient en cause sa pratique politique, sa conception de l'avant-garde, et le rôle donné au parti. Les « coupables » provenaient du même milieu que lui, c'est-à-dire du mouvement ouvrier dit « marxiste ». Coupables dont les principaux meneurs venaient de Hollande et d'Allemagne. Lénine avait, alors, déjà fait le sort que l'on sait aux anarchistes.

Christophe Bourseiller retrace dans son livre l'histoire de ces groupes qui vont épouser les heurs et les malheurs du mouvement ouvrier au cours du XX^e siècle. Il rassemble dans ce livre des informations éparses, mais néanmoins importantes pour notre compréhension.

Les jeunes générations n'ont pas entendu parler ou très peu d'Anton Pannekoek, d'Herbert Gorter, d'Otto Rühle ou de Karl Korsch. Ceux d'entre eux qui se seront intéressés à l'œuvre de Karl Marx auront rencontré Maximilien Rubel, plus en tant qu'éditeur dans la collection de la *Pléiade* de trois tomes consacrés au père du « marxisme », qu'en tant que militant des conseils ouvriers. Le nom de

Socialisme ou Barbarie aura traversé le temps en ce qu'il est lié à la carrière médiatique que firent entre autres Cornélius Castoriadis, Lyotard ou Lefort. Le terme de « situationniste », tout en gardant une odeur de scandale, est indissociable de la *Société du spectacle* de Guy Debord.

La pensée et l'action libertaires ne sont pas l'apanage des seuls anarchistes. Au sein de la partie « marxiste » du mouvement ouvrier, un certain nombre de militants refusèrent très tôt la conception développée par Lénine et ses amis d'un parti d'avant-garde, seul apte à diriger le prolétariat vers sa libération, tout comme ils s'opposèrent à un parti social-démocrate cogérant la société avec le patronat et rejetèrent le parlementarisme. Ce sont des militants venus de Hollande qui vont influencer les socialistes allemands. L'influence de Domela Nieuvenhuis, militant révolutionnaire d'abord marxiste puis anarchiste, semble avoir été décisive. C'est la révolution allemande de 1918 qui va accélérer la prise de conscience que la solution révolutionnaire réside dans la création des conseils ouvriers. Cette idée resurgira après la guerre de 39-45 au sein du groupe anti-stalinien Socialisme ou Barbarie, et par le travail patient fait par Maximilien Rubel entouré de quelques amis. Cette idée sera reprise par l'Internationale situationniste. C'est le cheminement de cette idée des conseils comme moteurs de la révolution que Christophe Bourseiller parvient à faire resurgir. Il raccroche tous ces gens les uns aux autres. Il dresse d'une certaine façon une généalogie intellectuelle et militante.

L'auteur n'est pas un militant, ni un sympathisant des « ultra-gauches » que ce soit sous la forme communisme de conseil ou « bordiguiste ». Il a l'honnêteté d'annoncer qu'il a « toujours nourri une instinctive sympathie pour ces chercheurs, partagés entre la quête de l'utopie et la lucidité la plus implacable ».

Mais quoi qu'il dise que son « travail se veut avant tout un bilan historique », il ne



Van der Lubbe lors de son procès.

Christophe Bourseiller, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Denoël, Paris, 2003, 546 p., 25 euros.



Kokoschka, l'oeuf rouge.

s'agit pas d'un travail d'historien, même s'il a été rendu possible par le travail de deux historiens, qui ont chacun publié des ouvrages indispensables pour l'étude de l'ultra-gauche.

Si la partie qui concerne l'Internationale situationniste m'a paru particulièrement claire, celle qui concerne le mouvement anarchiste souffre d'une méconnaissance certaine.

Émaillé d'erreurs historiques, ce livre est de surcroît parsemé de commentaires qui montrent que si, incontestablement, Christophe Bourseiller sympathise avec les gens dont il parle, il n'a manifestement rien compris à ce dont ces gens parlent.

Deux exemples: l'antifascisme et l'« attentat contre le Reichstag de Marinus Van der Lubbe ». Si les communistes de conseils ont une attitude pour le moins distante (l'auteur dit discutable) par rapport à l'antifascisme, c'est qu'ils savent de quoi il retourne. Rappelons qu'à cette époque le parti communiste traitait le SPD (Parti socialiste d'Allemagne) de « social-fasciste » alors que ce dernier parlait de « nazi-communiste ». Le nazisme pouvait apparaître alors comme étant uniquement l'émanation du grand capital allemand, la partie raciste étant refoulée par la plupart des commentateurs. Il est facile après coup de porter un jugement moral sur une attitude compréhensible. On savait par ailleurs que l'armée allemande, sous la république de Weimar, s'entraînait clandestinement en Russie soviétique. Il faut remarquer que, tout au long de ce livre, Bourseiller va systématiquement sous-estimer la lutte permanente et meurtrière que les communistes staliniens vont mener prioritairement contre les ultra-gauches, anarchistes, puis trotskystes de tout poil.

Quant à Marinus Van der Lubbe, l'auteur oscille entre la dénonciation vigoureuse de l'acte à la façon des staliniens (« acte gravissime d'un déséquilibré » qui parachèverait « le discrédit » qui frapperait les communistes de conseils) et la description objective de ce qui s'est réellement passé. On doit remarquer que la fiction, mise au point par les communistes staliniens, d'une machination nazie efface toute autre revendication, celle des ultra-gauches apparaîtra longtemps comme une plaisanterie tant la version stalinienne des faits est acceptée.

Quant à l'acte lui-même, Bourseiller hésite à le faire entrer dans la catégorie de l'action directe et penche vers celle du terrorisme. Pour nous, il est clair que ce que fait Marinus Van der Lubbe, cette nuit-là, n'a rien d'un acte de terrorisme, il s'agit d'action directe. Le terrorisme est déjà dans la rue, il est au pouvoir. Les chefs communistes arrêtés seront rapidement libérés, expulsés vers la Russie, ils continueront leurs activités meurtrières tranquillement. Dimitrov mourra en 1949 au pouvoir en Bulgarie.

Plus près de nous, Bourseiller aborde le problème de la dérive négationniste de la librairie la Vieille Taupe. Il fait bien. Pour ceux de ma génération, cette librairie était le lieu, le seul lieu à Paris où nous pouvions trouver de la littérature marxiste anti-stalinienne. Dans le marasme de la fin des années 70, la liberté de publier tout et n'importe quoi devient une lutte en soi. Des camarades se trouvèrent embarqués dans ce combat et le manifestèrent publiquement, à propos des difficultés d'édition du livre de Faurreisson remettant en cause l'existence même de la liquidation des juifs par le régime nazi. C'est le cas de Gabriel Cohn-Bendit, mais par la suite nulle part dans l'ouvrage de Bourseiller

n'apparaîtra le fait qu'il a déclaré en 1992, et de façon publique, son opposition fondamentale aux thèses défendues par les révisionnistes. L'auteur laisse le doute planer. De la même façon, Bourseiller, arguant du fait que la Librairie des Deux-Mondes met en vente et des livres révisionnistes et les Cahiers Spartacus, avance que « Spartacus paraît ainsi contaminé ».

On pourrait aligner encore et encore des commentaires sujets à caution, de la même façon les erreurs historiques ainsi que les oublis sont légion. Ce n'est pas, ici, le lieu.

Nous finirons par la conclusion. Qui est un morceau de bravoure, qui illustre bien mon assertion du début. L'auteur n'a rien compris à ceux dont il parle. Il termine en dressant l'acte de décès de l'ultra-gauche, pour trois raisons:

1. Du fait de la chute de l'Union soviétique, il n'y a donc plus de Grand Satan à dénoncer;

2. Le « discrédit révisionniste » ainsi que la « suspicion sur l'antifascisme » nouveau péché originel signifieraient « le suicide de l'ultra gauche »;

3. La fin d'une lecture critique du léninisme devenu sans objet de par la disparition (?) de cette idéologie.

Bourseiller tout à son travail de décryptage n'a pas compris que ce qui avait mobilisé les communistes de conseils et les autres ultra-gauches est toujours à l'œuvre, et que les moyens préconisés sont toujours d'actualité. L'injustice est toujours là, plus active que jamais, et l'organisation autonome des exploités sous une forme conseil ou autre est la seule réponse que l'on puisse formuler.

Pourtant, il faut lire ce livre et le faire lire car il comble pour partie un vide. P. S.

on nous écrit

DANS UN ARTICLE intitulé « Le voile m'a tuer » (le Monde libertaire, n° 1342), un certain nombre d'accusations diffamatoires me concernant sont reprises. Elles sont, selon toute vraisemblance, une reprise d'un communiqué intitulé : « Pierre Tévanian ou la gauche provoque », diffusé par le groupe ProChoix en décembre 2003. Je tiens à préciser que ce communiqué est un tissu de mensonges (une trentaine de contre-vérités, en deux pages), et je renvoie les lecteurs à la mise au point intitulée : « ProChoix ou le choix de la calomnie », que j'ai publiée sur le site www.lmsi.net qui apporte des éléments objectifs réfutant chacune de ces contre-vérités.

En ce qui concerne les points repris dans le Monde libertaire, je tiens à redire que, contrairement à ce qui est affirmé dans vos colonnes :

1. Je ne me suis jamais « rangé aux côtés de Tariq Ramadan » ; je ne partage pas sa vision du monde, notamment sur les questions de sexualité et de rapports sociaux de sexe : là où Tariq Ramadan affirme la « complémentarité » de l'homme et de la femme, j'affirme pour ma part l'égalité absolue et à tous les niveaux, donc l'interchangeabilité de tous les rôles, ainsi que l'égalité absolue de toutes les sexualités entre adultes consentants.

2. Je n'ai jamais tenté de « faire avaler » la thèse selon laquelle les filles voilées ont toutes choisi de le faire : j'ai toujours évoqué les deux cas de figure : celles qui choisissent de se voiler, et celles qui y sont contraintes, en montrant que, dans les deux cas, l'exclusion et la déscolarisation sont la pire des choses à faire.

3. Dans les dizaines de pages que j'ai consacrées à défendre ma position anti-prohibitionniste et anti-exclusion, concernant les élèves voilées, je n'ai jamais traité personne d'islamophobe : ni le mouvement ni les soumises, ni ProChoix, ni l'Émancipation.

4. Le groupe L'Émancipation ne m'a pas « ouvert des colonnes » : je fais partie de ce groupe, et j'ai de plein droit contribué à un débat interne dans la revue de ce groupe. J'ai d'ailleurs soutenu cette position avec plusieurs autres militants (et surtout militantes) de ce groupe. L'Émancipation s'approprie d'ailleurs à publier un communiqué désavouant les propos de ProChoix à mon propos, et me réaffirmant son soutien. Ce n'est pas en tant qu'« intellectuel » et encore moins en tant que « spécialiste » du foulard islamique que je me positionne, mais en tant qu'enseignant, qui, avant de voir une « victime » ou une « militante intégriste » dans l'élève voilée, considère l'élève, et refuse son exclusion, sa déscolarisation et son abandon.

Je ne conteste pas le droit de quiconque à s'opposer à mon point de vue anti-prohibitionniste. Je demande en revanche que soient discutés les arguments que j'ai réellement développés, et je n'accepte pas qu'on me disqualifie sur la base de contre-vérités. Pour plus de précisions, tant sur mes positions et mes arguments que sur le communiqué mensonger de ProChoix, je renvoie les lecteurs au site www.lmsi.net.

Pierre Tévanian

Pour un féminisme de l'émancipation : contre l'exclusion des élèves voilées

EN RÉACTION à plusieurs articles du Monde libertaire consacrés au foulard islamique, et à sa possible interdiction dans les établissements scolaires, il me paraissait important de proposer un autre point de vue libertaire sur la question.

Que dire, en tant que femme et féministe, de l'interdiction du foulard islamique à l'école, et donc de l'exclusion de celles qui refusent de l'enlever ? Dans les débats sur cette question, on évoque de grands principes (la Laïcité, la République, l'Intégration, l'Émancipation des femmes, etc.), et on montre du doigt les périls qui « nous » guettent (« la montée de l'intégrisme »), les adversaires qui « nous » menacent (les « barbus » des banlieues) et leurs « complices » (les « intellectuels provoque », mais rien n'est dit sur les jeunes filles voilées, ce qu'elles pensent, ce qu'elles vivent – et surtout ce qu'elles risquent de vivre si elles sont exclues et déscolarisées).

Or, partir des personnes impliquées et de leur situation concrète nous conduit à aborder la question sous un tout autre angle. C'est une certaine conception du féminisme, défendue notamment par l'association Femmes publiques : s'intéresser à la réalité vécue par les femmes, aux situations de domination qu'elles affrontent et aux moyens de lutter avec elles contre ces dominations.

Car une chose est claire : les premières victimes d'une interdiction du port du voile à l'école seront immanquablement les filles voilées elles-mêmes. L'objectif affiché par les prohibitionnistes est de soustraire ces filles de l'emprise de ceux qui les forcent à porter le voile ; or, si tel est le cas, comment imaginer que, démunies de l'aide que peut leur apporter l'institution scolaire, loin de leurs ami.e.s, recluses dans le milieu familial, elles puissent résister à cette pression ? C'est bien à une sorte de « mort sociale » qu'on les condamne en les privant de perspective d'insertion professionnelle, et surtout de la confiance en soi et de la maturité nécessaires pour s'émanciper. C'est aussi l'influence des intégristes que l'on conforte, en leur laissant le champ libre pour prospérer. Vers qui, en effet, pourront se tourner tous ceux qui seront à coup sûr écoeurés par la discrimination qui s'exerce à l'encontre de la religion musulmane ? Si les organisations de gauche et d'extrême gauche restent aussi ambiguës, la réponse est connue d'avance.

En quoi exclure les filles est-il féministe ? La lutte pour l'émancipation des femmes est toujours passée par des luttes pour l'obtention de droits. Et si des formes de répression sont nécessaires pour garantir l'égalité homme-femme, elles visent des

hommes (pénalisation du harcèlement ou du viol). Qu'une répression s'exerce sur des femmes soit désormais réclamée au nom du féminisme fait froid dans le dos.

Ce qui pose problème, surtout, c'est que la situation concrète et le devenir des filles en question sont complètement absents des débats. Au lieu de s'interroger sur les conséquences de l'exclusion, on entend une rhétorique focalisée sur les symboles, qui a les apparences de la radicalité et de l'intransigeance mais qui, parce qu'elle ne raisonne pas à partir du réel, autorise tous les arguments et permet de couper court à toute discussion. Il est facile en effet de décréter que le voile est la négation de la femme, il est plus difficile de répondre à cette question : est-on sûr qu'en faisant disparaître le symbole, on fasse disparaître l'oppression elle-même ?

Cette croyance imperturbable aux vertus de l'interdiction et de la répression, on ne peut que s'étonner qu'elle gagne des militants de gauche et d'extrême gauche, et a fortiori des libertaires. Il n'est à ce propos pas inutile de relire l'analyse d'un auteur généralement rangé sous la bannière des marxistes « autoritaires ». En 1873, Friedrich Engels se moquait des blanquistes qui, « pour prouver qu'ils sont les plus radicaux de tous, [...] abolissent Dieu par décret, comme en 1793 ». Il mettait en doute l'efficacité de « cette exigence de transformer les gens en athées par ordre du Mufti », estimant à juste titre que « premièrement, on peut écrire autant d'ordres que l'on voudra sur le papier sans rien faire pour en assurer l'exécution » et que, « deuxièmement, les persécutions sont le meilleur moyen d'affirmer des convictions indésirables ! Ce qui est certain, c'est que le seul service que l'on puisse rendre encore, de nos jours, à Dieu est de faire déclarer l'athéisme symbole de foi coercitif et de surpasser les lois anticléricales de Bismarck sur le Kulturkampf, en prohibant la religion en général ».¹

Je n'ai moi-même aucune sympathie particulière pour aucune religion que ce soit, ni pour le voile. Mais en attendant, sous ces voiles, des femmes existent, de chair et d'os, et il importe aujourd'hui de penser à elles, de parler et de lutter avec elles, au lieu de les montrer du doigt et de les exclure.

Sylvie Tissot

membre de l'association féministe
Femmes publiques

1. Friedrich Engels, le Programme des émigrés blanquistes de la Commune, 1873.

LES NEZ ROUGES, c'est leur nom... Et c'est un jeune groupe venu de je ne sais où (pas d'adresse à disposition) qui montre déjà, à l'écoute de leur CD démo, une convaincante maîtrise de la chose punk. Tout n'est pas forcément bien calé mais la pêche est là, de même qu'un sens assez singulier des mélodies dont les incessants changements de rythmiques ne sont pas la moindre des caractéristiques. L'exercice n'est pas évident, car à complexité excessive on risque toujours d'y noyer l'énergie musicale, mais à ce petit jeu Les Nez rouges s'en sortent fort bien. De temps à autres, un ska vient aérer le tout, ainsi que de très jolis traits de violon, chose également singulière dans le genre. Les paroles abordent diverses calamités de notre bas monde (politico-caileries, effets de mode, étroitesse de la vie standardisée, nucléaire...) dans un esprit qu'on pourrait résumer par le titre d'un de leurs morceaux: « Du pareil au même », signe que la misère et la révolte ne sont encore, hélas, que d'éternels recommencements.

Les Nez rouges, C'est comme vous voulez, CD démo 10 titres. **Contacts:** Antoine (02 47 53 22 03), JJ (02 47 59 17 60) ou Gwen (06 87 20 87 07).

J'EN PROFITE pour glisser un mot du label qui a permis la réalisation de la galette précédemment évoquée: Pas de quartier! « Label indépendant et autonome qui a pour but de développer des pratiques d'entraides et de solidarités au niveau très restreint de la production musicale. Créativité, imagination, autogestion... La question du pognon n'est pas essentielle même si elle demeure importante, nous ne voulons pas être une structure parallèle au système marchand mais une alternative aux structures qui gouvernent ce monde de larmes et de dégoût. En attendant les prochaines émeutes, un peu de musique débridée dans vos appareils stéréophoniques! »

Pas de quartier! **Contact:** Fabien (02 47 05 82 37).

J'IGNORE si le zine a toujours arboré des couvertures en rapport avec son titre, en tout cas pour son troisième numéro, *Wall Street Destroy* (WSD) zine exhibe un réjouissant montage fait de photos de pubs détournées et sévèrement graffées, visiblement prises dans le métro. À la différence de beaucoup de zines, WSD ne semble pas évoluer dans l'esprit d'une presse, fût-elle alternative, mais plutôt comme un journal de voyage et de vie. Pour preuves, les nombreux récits de festivals (Holidays in the

Sun en Angleterre, le Festival de Louvain en Belgique...), de concerts, voire de tournées (celle de Ratwaster à travers l'Europe), qui sont pour les rédacteurs et rédactrices autant d'occasions de rencontrer des groupes et de les interviewer. Sont ainsi rapportés les propos de Los Fastidios (Espagne), Jason (Brésil), MDC (États-Unis), Restarts (Grande-Bretagne), et d'autres. Le zine est consistant, assez dense, la mise en page plutôt fidèle à cette « tradition » zinesque qui repose largement sur une bonne paire de ciseaux, un pot de colle, et un usage jamais abusif des fonds photographiques. Pour les lecteurs et lectrices qui ont le goût des concerts, des rencontres et les jambes baladeuses.

Wall Street Destroy zine. **Contact:** William Colombier et Claire Doucet, 13, rue de Corblin, La Bâte, 78730, Longvilliers.

TERMINONS EN BEAUTÉ avec cette magnifique production, partagée entre deux labels qui dernièrement nous avaient plutôt habitués à des choses très violentes. *We also are what we have ruined*, ainsi s'intitule le mini-CD (5 titres) de Ravi. Là, si les guitares restent saturées, le tempo parfois accéléré et si le chanteur met de temps à autre ses cordes vocales à rude épreuve (notamment sur « Lost Ground », le titre le plus classiquement punk du CD), l'ensemble conserve en permanence une superbe délicatesse, qui atteint presque un paroxysme – si je puis dire – dans « Skin deep émotion », précieuse ballade chaloupant entre volutes de saxophone et murs de guitares. Rares sont les groupes comme Ravi qui, quels que soient les riffs plaqués, grattent toujours quelques cordes sensibles, et font ainsi naître des atmosphères chargées d'émotions, qu'elles soient légères ou poignantes. Et rares sont ceux, également, qui mettent tant de soin aux parties vocales de leurs morceaux. En somme, le genre de disques qui prend par les sentiments.

Ravi, We also are what we have ruined (co-prod. Chimères rds/Emergence rds), c/o Gaël Marguerin, 28, rue Branville, 14000, Caen. ravi.music@club-internet.fr, www.ravi.fr.st

André Sulfide



les mousquetaires et Intermarché ou le patriarcatisme en marche

En 1965, le groupe breton Leclerc connaît une scission (eh oui, eux aussi). Édouard Leclerc et Jean-Pierre Le Roch « rompent » et continuent leur aventure chacun de leur côté. 75 distributeurs et distributrices indépendants.e.s se regroupent derrière J.-P. Le Roch sous l'enseigne « Ex » rebaptisée « Intermarché, les mousquetaires de la distribution ». J.-P. Le Roch est connu en Bretagne par les militants antifascistes pour avoir été le président de l'Institut de Locarn, siège d'un puissant lobby patronal inspiré par les vues de l'Opus Dei, l'ultralibéralisme teinté d'ethnocentrisme breton bien à droite. Intermarché fait partie du cartel des cinq entreprises qui détiennent 93 % de la grande distribution en France. Dans la propagande Intermarché, « c'est avant tout des hommes » (exit les femmes aux emplois de caissières!). En 2002, on comptait 38,4 d'euros de chiffre d'affaires, 112000 collaborateurs et collaboratrice.s (nous, nous disons des salarié.e.s exploité.e.s), 2800 chefs d'entreprise indépendant.e.s, 7680 points de vente dans le monde (en Belgique, Allemagne, Portugal, Roumanie, Pologne, etc.). Le groupe se soucie de ses salarié.e.s: Intermarché, en 2001, crée un mode de bonne conduite inspiré de la convention de l'Organisation internationale du travail. Il prend en compte aussi l'environnement (on recycle les piles, les cartons, on crée un nouveau sac plastique moins polluant), de la désertification en installant des alimentations « Relais Mousquetaires » (après avoir largement contribué à la mort du petit commerce).

À Lannion, Intermarché est un monopole à toutes les sauces: garages, restaurants, vêtements, etc. En 2001, l'actuel président du groupe Pierre Gourgeron signait avec Jack Lang et Mellançon un accord cadre pour recycler les aides-éducateur et éducatrice.s « visant à favoriser le passage de l'emploi de ces métiers du ministère de l'Éducation nationale vers les différents métiers proposés par le groupement des Mousquetaires ». Bref, rien que du bonheur sur terre! C'est le capitalisme florissant, omniprésent, quasi totalitaire. Ce cartel est aussi une force de frappe publicitaire considérable (un des principaux annonceurs de la presse régionale) qui remplit des pages entières de journaux, qui gave les boîtes à lettres, qui coupe régulièrement l'antenne des radios commerciales locales et nationales, qui couvre les abris bus, les pignons des maisons, etc.

Intermarché et ses mousquetaires citoyens ne veulent que du bien à son employé.e.s à ses fournisseurs et à ses client.e.s.

Pourtant, à l'aide de ses centaines de millions d'euros, le groupe est responsable de

campagnes publicitaires particulièrement sexistes et rétrogrades, plus insidieuses que les affiches de string entre une paire de fesses ou d'une femme nue vendant des yaourts. Depuis longtemps, Intermarché diffuse des slogans aux relents passésistes, confirme des stéréotypes biens ancrés

Dans les valeurs patriarcales d'hier et d'aujourd'hui, rappelons que c'est cette boîte qui a osé créer Super maman, la superménagère encapée. En 1979, en lançant Bricomarché, les Mousquetaires inaugurent leur credo: « Un homme, un métier » et soulignent par la même (en se trompant lamentablement comme le confirme la tendance actuelle) que seuls les hommes bricolent. En 1986, Vétimarché renforce la catégorisation de la population; le magasin est conçu « dans un esprit de clarté et se décline par univers pour permettre aux clients de repérer facilement les produits correspondant à leur mode de vie: lolita ou sportwear pour les juniors, city ou classique pour la femme, ville ou détente pour l'homme ».

Par la suite, le groupe a enfoncé le clou, ses slogans et ses images réactionnaires, en mettant généralement une femme blanche bcbg, plutôt blonde, d'environ 40 ans, heureuse, épanouie, seule à faire ses courses. C'est la constante très traditionnelle de la femme au foyer, mère de famille, qui assure seule les charges des tâches ménagères pendant que papa travaille.

On culpabilise les célibataires, qui pensent trop à elles... Nous avons eu le droit à: « Maman revient de la chasse », la femme portant deux sacs Intermarché que flairait un chien (pas de famille sans chien, on ne nous épargne aucun cliché). « Maman connaît les bons coins de pêche ». Jamais les affiches, les slogans ne mentionnent l'homme, le père de famille et la tendance se confirmait en décembre 2002: « Les repas de Noël ne descendent pas du ciel ». L'affiche représentait toujours une femme mais derrière un chariot quasiment traîné par deux chiens symbolisant une sorte de traîneau de Noël.

Mais il y a eu bien pire avec « la fidélité rapporte aux mamans et rassure les papas », sous-entendu la fidélité paye. Pendant que la femme dépense l'argent gagné par le mari, à Intermarché bien sûr, elle ne pense pas à l'adultère. Le conjoint est rassuré, Intermarché lutte pour le maintien des couples, de la famille, contre l'infidélité (féminine uniquement!). À la rigueur, sa femme peut le trahir avec Intermarché. « Avant les mamans n'étaient payées qu'en bisous », ici, on nie

encore plus le travail salarié des femmes. « Donnons plus à celles qui donnent tant »: là, ce qui caractérise les femmes, c'est le don de soi. Elles donnent, et Intermarché leur rend au centuple comme Dieu récompense l'altruisme de ses enfants.

En fait, sous couvert de modernité, d'humour de « respect » pour ses clientes, Intermarché nous délivre volontairement un message chrétien traditionnel: les femmes sont hétérosexuelles, mariées, fidèles et se sacrifient pour la famille. Pour vendre ici, on ne joue pas avec les pulsions hétérosexuelles d'une grande partie de la population en présentant une femme sexy ou des parties de son corps, on ne montre pas non plus la super nana cadre dynamique mais « une super bobonne reproductrice monogame ».

On exalte la maternité, on insiste sur le rôle capital de la fidélité et des soins maternelles. Comme l'a écrit Juliet Mitchell dans *L'Âge de femme*: « Le rôle des femmes dans la reproduction est devenu dans l'idéologie de la société capitaliste, le complément du rôle des hommes dans la production, ce qui est le plus important. Mettre au monde des enfants, les élever et tenir la maison est devenu la vocation "naturelle" des femmes, et cette idéologie est très ancrée, du fait de l'apparent universel de la famille comme institution humaine. »

Avec Intermarché et sa propagande, c'est l'alliance du capitalisme et du patriarcat en marche. Le capitalisme s'appuie sur les valeurs traditionnelles des institutions patriarcales. Les tâches ménagères gratuites que réalisent les femmes mariées ciblées par les Mousquetaires permettent aux hommes salariés d'être en état d'effectuer leurs tâches dans l'entreprise. Le modèle hétérosexuel monogame, mis en exergue par le groupe, imposé par la famille permet la reproduction et l'intégration des inégalités des dominations générées par les systèmes capitaliste et patriarcal.

Alors que faire ?

Envoyer un courrier carabiné à: intermarche@mousquetaires.com, couvrir les publicités sexistes avec des autocollants, affiches explicites (attention, actuellement c'est très risqué), boycotter Intermarché et l'expliquer à son entourage, soutenir les féministes, les militant.e.s révolutionnaires dans la lutte antipatriarcale, se plaindre à la mairie de la pollution urbaine publicitaire sexiste...

Sacha Alexander de Lannion
groupe *Jes Futuro*

les petites fleurs bleues de Galina

DANS un récent numéro du *Monde libertaire*, Yacine nous a dit son enthousiasme à la lecture de la Révolution inconnue de Voline. Classique d'entre les classiques anarchistes, ce livre fut édité pour la première fois en 1947. Par la suite, Alexandre Skirda œuvra à la connaissance de cette période par la publication de plusieurs livres. Ce moment historique, les léninistes de toutes obédiences se sont efforcés soit de nous le cacher soit de le caricaturer de façon ignoble.

Certes, le travail de mémoire n'est pas facile. De notre côté, nous, les anarchistes, nous aurions trop tendance à enjoliver nos épopées et à faire trop souvent œuvre d'hagiographie. Le livre d'Ettore Cinnella, *Makhno et la Révolution ukrainienne*, est un travail d'historien véritable, sans concessions: il semble même qu'il n'ait pas particulièrement de sympathie pour les anarchistes.

Quand vous vous procurerez ce livre, ne manquez pas de commencer par la fin, par le récit (l'authenticité du document ne paraît pas devoir être mis en cause) de Galina, la compagne de Makhno, description brève de quarante jours de chevauchées, de batailles, d'accidents, d'exécutions de part et d'autres, de repos arrosés d'alcool, d'exactions diverses et de cueillette de fleurs: « Mais, franchement, comment pouvaient-ils protester, ces pauvres paysans terrifiés, plumés, tourmentés, épuisés par tous ces détenteurs de pouvoir de toutes les couleurs, contre la violence des makhnovistes bourrés – c'était leur heure, ils avaient la force, donc ils imposaient leur volonté. »

L'histoire de l'Ukraine de cette période ne peut se comprendre sans l'éclairage de la renaissance d'une conscience patriotique de « la Petite Russie » contre la Grande, avec des racines profondes jusque chez les intellectuels socialistes. C'est une période de confusion avec des alliances mouvantes et diverses entre les différents protagonistes. Cinnella semble dire que Galina, compagne de Makhno, ait eu un faible pour ce patriotisme-là ou, plutôt, qu'elle partageait une animosité certaine envers le vieil impérialisme grand-russien, alors bolchevique, contrairement à son compagnon qui choisit, lui, à plusieurs reprises de combattre les nationalistes « bourgeois » ukrainiens en s'alliant aux bolcheviques russes. Mais Makhno était avant tout un internationaliste. Selon Cinnella: « À cause de cette alliance manquée avec le mouvement patriotique [ukrainien], l'armée paysanne [de Makhno] s'enfonça dans un état d'isolement stérile et dangereux dont les bol-

cheviques profitèrent... » Cinnella pense que Makhno « a agi en ignorant ou en sous-estimant l'importance de la question nationale » ukrainienne.

Par ailleurs, il écrit que « Makhno faisait déjà preuve de cette fermeture sectaire envers le socialisme démocratique et libéral ». Plus loin, il écrit encore: « le choix de Makhno fut sectaire et intransigeant et fut dicté par une cécité politique totale ».

Blancs et nationalistes vaincus, grâce à l'action de Makhno et de son armée, les bolcheviques se retournèrent alors contre la Makhnovchina. En été 1921, les restes de l'armée paysanne se réfugièrent en Roumanie.

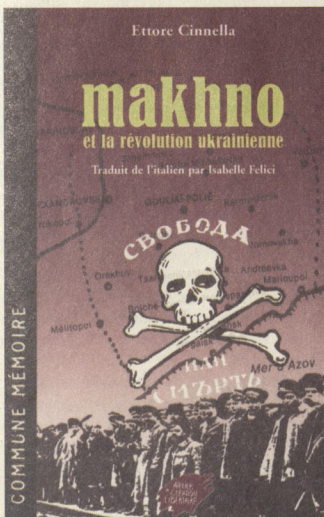
Le travail historien de Cinnella repose sur une bibliographie et des documents d'archives récents. La figure de Makhno qui en ressort n'est pas l'image d'un militant sans reproches ni celle exécutable donnée par Kessel dans son roman. L'auteur considère que ce mouvement est à replacer dans la grande révolte paysanne qui éclata entre 1917 et 1921 plutôt que comme une révolution anarchiste à proprement parler; ce fut surtout une guerre plébéienne, des campagnes contre les villes, et une lutte contre l'État qui réquisitionne les denrées alimentaires.

Par ailleurs, en analysant les forces makhnovistes, il distingue trois parties: les masses paysannes et l'armée de Makhno, avec une certaine harmonie entre ces deux premières forces, et une troisième partie composée de l'intelligentsia anarchiste (et les anarchistes en général), surtout regroupée dans la commission « culture et instruction ». Ces derniers, « conseillers » de Makhno, s'efforçaient de « moraliser » un mouvement pas suffisamment sensibilisé par l'éthique libertaire. Cinnelli rapporte à plusieurs reprises, reprenant les propos d'Archinov, que les anarchistes « restaient dans leurs propres cercles isolés et inactifs » se tenant trop à l'écart du mouvement.

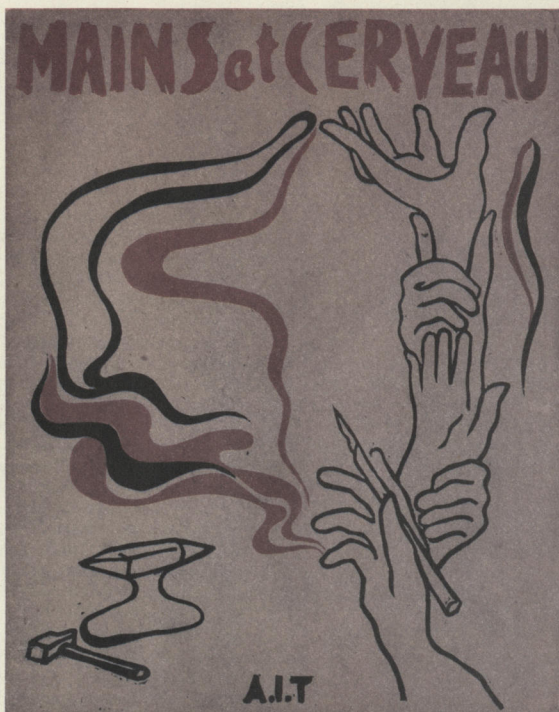
Cinnelli insiste beaucoup sur le sentiment autonomiste et indépendantiste propre à l'Ukraine, ajoutant que les anarchistes, « au nom d'une vision abstraite internationaliste et de classe [...], dans les faits, [facilitèrent] la victoire du bolchevisme grand-russe ».

L'auteur ne cache pas que beaucoup reste à découvrir maintenant que les documents historiques deviennent accessibles, et donne son interprétation comme évidemment provisoire. Les anarchistes d'aujourd'hui soucieux de revisiter leur histoire sans manichéisme trouveront bénéfique cette parution de l'ACL.

André Bernard



Ettore Cinnella, *Makhno et la Révolution ukrainienne*, traduit de l'italien par Isabelle Felici, Atelier de création libertaire, Commune mémoire, Lyon, 2003, 136 p., 12 euros.



Mains et Cerveau, organe du Mouvement astatsyndicaliste.

CELLES ET CEUX de l'après-68 peuvent se réjouir : plus besoin de compulsurer les vieux numéros de *Solidarité ouvrière* ! pour connaître les méandres et les avatars du bolchevisme selon René Berthier. *Octobre 1917. Le Thermidor de la révolution russe*, paru aux Éditions CNT-Région parisienne en novembre de l'année dernière, s'ajoute aux ouvrages de Voline, Rocker, Archinov, Lehning et Skirda, etc.

Comme il est nécessaire de comprendre le passé pour envisager l'avenir, le livre de Berthier n'est pas un énième livre sur Octobre et ses suites. Car, bien sûr, on peut légitimement se demander ce qu'il y a à ajouter à la *Révolution inconnue* de Voline ou aux autres témoignages de première main. Dans la première partie de son livre (*l'Histoire*) Berthier replace les événements principaux en parallèle avec les positions des anarchistes (entre autres sur le traité de Brest-Litovsk). Et citons pour la bonne bouche Léon Troski : « C'est une obligation élémentaire de dénoncer les éléments hostiles au parti. » Dans la deuxième partie (les questions), Berthier décortique le bolchevisme et ses conflits internes (Lénine, Troski, Zinoviev, Boukharine, Staline, etc) sans oublier la question paysanne et l'« implantation profonde » de l'anarchisme.

C'est donc l'histoire d'Octobre 1917 avec les personnages manquant sur la photo « officielle » qu'on nous présente ici. À la fin de

son ouvrage, René Berthier traite des « Leçons d'Octobre » (ce qui aurait pu faire l'objet d'un seul livre) rappelant comment les événements russes étaient perçus en France et dans le reste de l'Europe. Il rappelle aussi la plate-forme d'Archinov (opposée à la synthèse), la rapprochant de la charte de Lyon de la CGT-SR, plus complète, « formulant un véritable programme politique ». Que faut-il en penser quatre-vingts ans après ? Le débat reste ouvert !

Bakounine disait que le socialisme « ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, et quand cet instinct, cette volonté, cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont que des théories dans le vide, de rêves impuissants ». C'est ce que rappelle Berthier à la fin de son livre. Pour en débattre avec lui, pour une version libertaire actuelle de *Que faire?*, rendez-vous vendredi 13 février au 33, rue des Vignoles !

Thierry
groupe Pierre-Besnard

1. Organe de l'Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste.

Retraite anticipée

de Gérard Delteil

GÉRARD DELTEIL connu comme auteur de romans policiers (n'oubliez pas, l'artiste, *Mort d'un satrape rouge*) est aussi un journaliste d'investigation avec des livres d'enquêtes sur la prison, le trafic de viande et la médecine. Son dernier ouvrage dans la collection Polar Santé éditée par le Fleuve noir et la Mutualité française est un prétexte de choix pour faire découvrir au lecteur le secteur fort lucratif des maisons de retraite.

Le personnage principal, le journaliste Raoul Walberg du quotidien le *Journal*, est chargé de faire un papier sur un banal fait divers. Du coup, il va se retrouver en plein milieu d'une affaire criminelle avec son lot de pots de vin, de pressions, de rackets, d'accidents maquillés.

Avec une maison de retraite incendiée, un ancien légionnaire mystérieusement écrasé, une municipalité bien corrompue, une multinationale spécialisée dans les services (maisons de retraites de luxe, restauration, sécurité et quelque part dans le fameux *Journal*), vous obtenez une intrigue efficace.

Pas étonnant si, au fil des pages, le lecteur se dit : « Tiens ça me rappelle quelque chose ! » Par exemple, cette histoire de prophètes surfacturés, Gérard Delteil a travaillé avec des dossiers de la Mutualité française.

Cela aurait pu être un banal travail alimentaire sans la rigueur et le talent de l'auteur de *Balles de charité* qui a créé une galerie de personnages hauts en couleur : des lâches, des grandes gueules, des corrompus, des « je ne vois rien, mieux je me porte », « des usés par la vie », « des qui s'en sortent toujours ».

Et la morale ? On peut sans risque l'emprunter à une chanson de Michel Böhler : « C'est toujours les p'tits qui s'mouillent, quand viennent l'automne et la pluie, les gros sont bien à l'abri ».

En tout cas un livre à lire avant de déposer sa mémé à la maison de retraite des Acacias fleuris de Charleville-les-Mines et qui va donner envie à certains d'investir dans une maison de retraite libertaire, voir des précédents *Monde libertaire*.

Jimma

Collection Polar Santé, co éditée par le Fleuve noir et la Mutualité française, 2003, 15 euros. Disponible à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le site de l'auteur : <http://site.voila.fr/Delteil>

Le Cirque des mirages

LES 15, 16 ET 17 JANVIER, Fred Parker le pianiste et Yanowski le chanteur comédien, qui forment à eux deux ce Cirque des mirages, sont venus confirmer, au Forum Léo-Ferré, à Ivry, que leur spectacle était bien la grande révélation du moment dans ce que nous avons coutume d'appeler la chanson vivante.

Surréalisme, expressionnisme, féerie, poésie et révolte habillent en permanence une prestation époustouflante, absolument unique aujourd'hui sur la scène française. Sur cette scène, en effet, les talents ne manquent pas, que télévisions et radios ignorent et que des petites salles de spectacles s'ingénient à soutenir et à faire connaître, dans une salutaire résistance à la connerie staracadémisée. Le Monde libertaire s'en fait parfois l'écho. Mais le Cirque des mirages, c'est encore autre chose : le talent, bien sûr, indiscutable, mais aussi ce quelque chose d'indéfinissable qui ancre en vous, au long du spectacle, la conviction qu'on se trouve là devant un phénomène comme la chanson n'en connaît finalement que très peu.

Des foires sordides de Londres, au XIX^e siècle, où un public voyeur est convié à contempler des monstres humains, jusqu'aux couloirs du métro parisien par où surgissent des hordes barbares - où monstruosité et sauvagerie ne sont pas nécessairement là où on le croit -, le voyage hallucinant offert par les deux compères, en compagnie d'épouvantails, d'une ombre inquiétante, de femmes noctambules innombrables, vous laissera abasourdi, émerveillé et ravi.

L'appétit de critique sociale des lecteurs de cet hebdomadaire se trouvera également rassasié le temps d'une soirée animée passée chez Madame de La Fressange, revenue du Congo, ou d'une incursion dans le monde crétinisé de la télévision, mais surtout sans doute grâce à l'irrésistible Véritable histoire du christianisme, réécriture impitoyable et jubilatoire d'une imposture religieuse.

Le Cirque des mirages, c'est un spectacle complet, très visuel, des textes très écrits, minutieusement élaborés, souvent magnifiques, une plongée inoubliable, sans répit, dans le rire, l'effroi, la poésie, le sublime. C'est un choc.

Les deux amis nous quittaient chaque soir, au Forum Léo-Ferré, en interprétant Les chiens, formidable moment d'insolence, hymne incomparable à la liberté. Ils sont au Théâtre du Renard, à Paris, jusqu'au 7 février, le soir à 21 heures. Allez voir ces deux chiens fous, c'est prodigieux.

Jean Robin



La grève des mineurs du Pas-de-Calais. Broutchoux, assis au premier plan.

La compagnie du Théâtre K présente : Broutchoux : « Et marchons sur la tête des rois ! »

BROUTCHOUX était un tantinet facétieux. Après la catastrophe de Courrières, il trouvait les patrons sacrements gonflés, les actionnaires cupides, les politiques un peu bandits. Au lieu de négocier, et négocier et renégocier, il ne négocia plus et pratiqua avec son syndicat l'action directe. Il s'ensuivit des années de luttes et de nombreux mois de prison (un comble pour un syndicaliste, mais c'est une histoire vieille d'un siècle et les choses ont dû certainement changer). C'est ce que ce spectacle raconte.

Le 11 et 12 mars 2004 : Théâtre de Grenay, Culture Commune. Le 16 mars 2004 : la Piscine, Dunkerque (59). Du 17 au 20 mars 2004 : La Verrière, Lille (59). Le 24 avril 2004 : Centre culturel Epidaure à Bouloire (72). Le 30 avril, 1, 3 et 4 mai 2004 : théâtre d'Arras (62). Le 14 mai 2004 : théâtre du Square, Loos (59). Le 15 mai 2004 : Hellemmes (59). D'autres dates sont en cours de négociation.

C'est un spectacle coproduit par Culture commune, Scène nationale du bassin minier du Pas-de-Calais, associée à la Ville de Lens. Durée du spectacle : 1h15. Un acteur et un musicien racontent une histoire vieille d'un siècle, sans didactisme, avec humour, ironie et passion. La catastrophe minière de Courrières fit 1 200 victimes, de 13 à 60 ans. On ne parlait pas encore de la France d'en bas. Celle de ce récit était à 300 mètres sous terre. De ce malheur émergea un homme, un anarchosyndicaliste. Benoît Broutchoux s'opposa par la radicalité et l'action directe à un système politique et économique qui s'est aujourd'hui manifestement installé, en toute quiétude.

Une première version de ce spectacle a été donnée il y a cinq ans. Des anecdotes ponctuent la tournée : dates annulées de peur d'un rassemblement anarchiste, salle se levant en fin de spectacle et chantant l'Internationale, un conseiller municipal catholique et saoul commentant à haute voix pendant la représentation, et des rencontres aussi : des vieux soixante-huitards déboussolés, d'apathiques fils et petit-fils de mineurs, des ouvriers, un vieil anarchiste espagnol, des politiques aussi.

Le texte est publié (Gérald Dumont, Broutchoux [... et marchons sur la tête des rois !]), suivi de quelques données historiques par Pierre Outteryck, éditions Geai bleu, 88 p., 9 euros.

C'est un spectacle de théâtre, à part entière, où le jeu, la mise en scène, la musique et le rythme entraînent le spectateur dans un demi-siècle d'histoire contemporaine. La scénographie et l'énergie qui se dégagent de ce spectacle sont fortement inspirées de la scène rock. La musique « live » y est omniprésente, puisant ses inspirations dans les valse du début du siècle aux musiques samplées actuelles.

Par ce spectacle, la compagnie du Théâtre K poursuit ses recherches sur un théâtre qui se veut populaire, libre d'action et de parole, en gardant toujours cet univers qui lui est si particulier, alliant un esthétisme décalé, une mise en scène toujours rapide et incisive et un univers sonore omniprésent. Des projections 16 millimètres ponctuent le spectacle, en un mélange d'images d'archives détournées et de reconstitutions.

Contact : Béatrice Flamenbaum : 06 88 68 06 05

Jeudi 6 février

Paris 19e

Le Théâtre de la Balancelle présente *De Mer et de Sable*, une pièce de Monique Surel-Tupin et Yoland Simon, interprétée par Paulette Frantz et Selim Saber: la rencontre entre deux exilés, une vieille dame bretonne et un jeune homme touareg, Au Centre d'animation Mathis, 15 rue Mathis, (métro Crimée), à 20h30. Tél.: 01 45 26 50 89. Spectacle programmé également les vendredi 6 et samedi 7 février.

Samedi 7 février

Chelles

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique: *Chômage et précarité pour tous?* avec des militants d'AC I, à 20h30, 1bis, rue Émilie (près de la gare RER E).

Rouen

Le groupe lycéen et étudiant de la Fédération Anarchiste de Rouen invite tous les jeunes sympathisants à une réunion de développement du nouveau groupe à 15 heures à la librairie L'Insoumise, 128, rue Saint Hilaire

Paris 11e

Projection du documentaire *Daniel Guérin 1904-1988* d'Annie Chevallay et Pierre-André Boutang à 15 heures à la Bibliothèque Faidherbe, au 18, rue Faidherbe.

Marseille 1^{er}

Conférence-débat avec André Not: *N'y a-t-il qu'une seule littérature prolétarienne?* à l'occasion de la parution du livre *Autour d'Henry Poulaille et de la littérature prolétarienne*. Au CIRA à 15 heures, 3, rue Saint Dominique.

Jeudi 12 février

Chaux-de-Fonds (Suisse)

Nouvelle réunion contre la vague fascisante de l'UDC

afin d'organiser un grand événement sous la forme d'une manif suivi d'un concert ainsi que des rencontres citoyennes régulières par quartier: *les Conviviales*. À 20h00 dans les locaux de l'ADC (Association de Défense des Chômeurs), rue de la serre 90. Contact: Espace Noir, Case Postale 94, Francillon 29 / 2610 Saint-Imier, <http://www.espacenoir.ch/>

Vendredi 13 février

Chalon-sur-Saone

conférence-débat sur la décroissance avec Jean-Pierre Tertrais à 20h00 à la maison des syndicats organisée par le groupe libertaire de Saône et Loire et le groupe La vache noire de la FA.

Paris 20e

Réunion-débat autour du livre *Octobre 1917, le thermidor de la révolution russe* avec la présence de l'auteur René Berthier. À partir de 19 heures, au 33, rue des Vignoles, M°Avron ou Buzenval.

Samedi 14 février

Dijon

Le groupe libertaire dijonnais (FA et individuels) vous invite à une réunion publique animé par J.-Pierre Tertrais sur le thème: Croissance, décroissance, au delà du capitalisme. Entrée libre, à 18 heures à la salle municipale au 64, rue vanneries.

Paris 11e

Forum de la Librairie du Monde libertaire avec Alain Bellet pour son livre *Fausse commune* à 16h30 au 145, rue Amelot.

Jeudi 19 février

Dijon (21)

Soirée de soutien à la colo libertaire. Repas, chansons, expo de la colo. À 19h30, au café *chez nous*, impasse Quentin

Radio libertaire

Jeudi 5 février

Si Vis Pacem: de 18 heures à 19h30, « l'esprit de défense » et le carnaval guerrier des médias Lagardère.

Vendredi 6 février

Jazz en liberté invite le journaliste et écrivain Alexandre Pierrepont, pour la soirée « Vision » du Festival Sons d'Hiver. Arthur Blythe trio en public (1999), Eric Dolphy quintet (1964), Lee Konitz trio en public (2001), Claude Tissendier Saxomania (1991), Jimmy Lyons trio en public (1980), Charlie Parker quintet (1950).

Samedi 7 février

La philanthropie de l'ouvrier charpentier: le samedi de 10 heures à 10h30. Entretien avec Daniel Prévost **Une spéciale cinéma** avec tou.te.s les animateur.rice.s émissions de cinéma de Radio Libertaire de 19 heures à 21 heures. Il s'agira d'un grand débat autour des films marquants de ce début d'année 2004 comme *Uzak* de Nuri Bilge Ceylan (cinéma turc), 21 grammes d'Alexandro Gongales Innaritu (cinéma mexicain), *The company* de Robert Altman (cinéma américain) ainsi que quelques autres...

Mercredi 11 février

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures. Les femmes et le City blues.

Jeudi 12 février

Si Vis Pacem: de 18 heures à 19h30, la guerre en Tchétchénie avec le Comité Tchétchénie.

Vendredi 13 février

Jazz en liberté: Freddie Hubbard quintet en public (1965), Joe Mc Phee Po Music (1981), Chet Baker quartet en public (1954), Jacques Berrocal Musiq Musik (1972), Dizzy Gillespie quintet en public (1960), Lester Bowie Brass Fantasy (1989).

Samedi 14 février

La philanthropie de l'ouvrier charpentier: le samedi de 10 heures à 10h30. Entretien avec Marie-France Biet-Charreton pour son livre *Usine de femmes*. **Chronique syndicale:** de 11h30 à 13h30, revue Mouvement social, travail en URSS: la désillusion de travailleur, 1930 lecteur ouvrier stéphanois.

89,4 MHz
en région parisienne

Chronique de la toile 7

UN SITE WEB peut souvent être une bibliothèque. Nous l'avons déjà vu à propos de textes, chansons ou dessins. Il peut être aussi un outil de combat, directement engagé dans l'action. Nous avons tous entendu parler du rôle joué par Internet dans l'organisation des manifestations contre les G7, et ce que l'on appelle « l'alter mondialisation ».

Dans un numéro précédent du Monde libertaire, André Bernard, rendant compte d'un livre sur les « wobblies », parlait de « l'action directe économique contre la publicité » comme héritage de l'esprit inventif des IWW. Voici le site Web qui incarne

aujourd'hui ce type d'action. Il s'agit de Stopub. Vous savez, ceux qui se sont mis en tête de tagger les publicités dans le métro. Dès la première page, j'ai trouvé des informations concernant la prochaine action avec la liste des consignes à observer. La violence et la rapidité de la répression qui s'est abattue sur ce site, montrent à quel point ils frappent juste. Sa nouvelle adresse est <http://www.stopub.tk>. En effet, suite à ses démêlés judiciaires, il s'est exilé dans les îles Tokelau du côté des Samoa. Pour plus de renseignements sur cette possibilité d'être à l'abri, allez voir là: <http://www.dot.tk/vc00904.html>.

Sous des dehors attrayants, souvent esthétiquement satisfaisants, souvent humoristiques et parfois intelligents, la publicité nous convainc agréablement d'accepter cette société de douleur, d'exclusion et de mort. Stopub se rattache sans aucun doute à la tradition du sabotage telle quelle est exposée par Émile Pouget dans son célèbre ouvrage *Le Sabotage*, que vous pouvez trouver évidemment chez nos « moines copistes de l'anarchie » à cette adresse: <http://kropot.free.fr/Pouget-sabotage.htm>.

Pour en savoir plus sur les « wobblies » d'aujourd'hui, je vous invite à aller faire un

tour sur leur site principal: <http://www.iww.org>. Vous y trouverez des liens avec les sites des wobblies australiens, canadiens et anglais. Ils donnent des informations, concernant des grèves qui ont lieu en ce moment ou leur opposition au militarisme! Sur cette dernière page, il y a la photo d'un poster avec le slogan suivant: « Conscrits du monde entier, unissez vous, vous n'avez rien à perdre, que vos généraux! » C'est par ce biais que j'ai trouvé un site Web intitulé: « Des familles de militaires parlent »: <http://www.mfso.org>. Il rassemble des gens dont les proches sont en Irak. Il y a sur sa première page une photo qui vaut le détour. Allez voir!

L'araignée

araignee@plusloin.org

Vous vous souvenez sans doute que dans une chronique précédente consacrée aux chansons anarchistes en ligne, j'avais qualifié les Nouveaux Partisans de « révolutionnaire » entre guillemets. Son auteur m'a fait grief de cette ponctuation. Je rends compte ici de ce différend et invite les lecteurs à se forger leur opinion en allant relire le texte qui se trouve en différents endroits dont <http://www.republique.ch/mp3>

Forfait

Un petit mot pour vous informer de l'annulation des 2 concerts de Michel Arbatz les 4 et 18 février. On lui souhaite un prompt rétablissement et espérons l'accueillir au forum dès que possible.

L'équipe du Forum Léo Ferré

d'une scission à L'Émancipation

LA JUSTICE bourgeoise a tranché! Le 9 septembre 2003, la cour d'appel de Rennes a confirmé le jugement du tribunal de Saint-Malo, nous obligeant à publier une nouvelle revue. Désormais, il y a une revue intitulée L'École Émancipée, presque entièrement rédigée par les chefs nationaux du secrétariat enseignant de la LCR devenus des bureaucrates de la FSU. Ils tournent résolument le dos au syndicalisme révolutionnaire et regardent en direction du syndicalisme réformiste de la FSU.

Mais il y a L'Émancipation syndicale et pédagogique, revue à la fois ancienne et nouvelle. Ancienne car elle s'inscrit dans la continuité historique de ce que l'École Émancipée avait toujours été jusqu'à présent. C'est-à-dire une tribune libre où s'expriment des militants syndicalistes révolutionnaires qui interviennent dans le champ de l'éducation, en lien avec le mouvement ouvrier (rebaptisé ces dernières années mouvement social), et qui conservent comme perspective l'indépendance syndicale, la réunification et la

construction de la Fédération d'Industrie. Le choix du titre, qui fait directement référence à l'Émancipation de l'Institutrice créée en 1903 et à l'origine de la création de l'École Émancipée en 1910, est là pour bien marquer cet ancrage.

Nouvelle par ce qu'elle veut tenir compte de la diversité actuelle des choix syndicaux des militants syndicalistes révolutionnaires. L'Émancipation syndicale et pédagogique voudrait être aussi un outil de débat et de réflexion au service de l'élaboration collective des militants syndicalistes révolutionnaires ou anarchosyndicalistes quelle que soit l'organisation syndicale où ils s'investissent. Enfin, au-delà des seuls enseignants elle voudrait donner la parole à tous ceux qui s'intéressent aux questions d'éducation et de formation dans la perspective d'une rupture radicale avec le capitalisme. L'Émancipation syndicale et pédagogique sera l'œuvre de ses abonnés.

La commission revue
L'Émancipation syndicale et pédagogique.

Pour soutenir et s'abonner, adresser votre chèque à Nicole Gallois (à son ordre), 18, rue des hirondelles 29 000 Quimper.

Salaires mensuels	abonnement
Moins de 1 000 euros	26 euros
De 1 000 à 1 350 euros	38 euros
De 1 350 à 1 600 euros	46 euros
De 1 600 à 1 850 euros	53 euros
Plus de 1 850 euros	68 euros

envois doubles: ajouter 8 euros
Chômeurs ou étudiants sans ressources: 12 euros.
Sections syndicales: 46 euros (38 euros si vraiment nécessaire).



André Bernard. *L'insomnie se déprend d'un dernier rêve rouge*, Collage 1990.